

NOTE D'INFORMATION



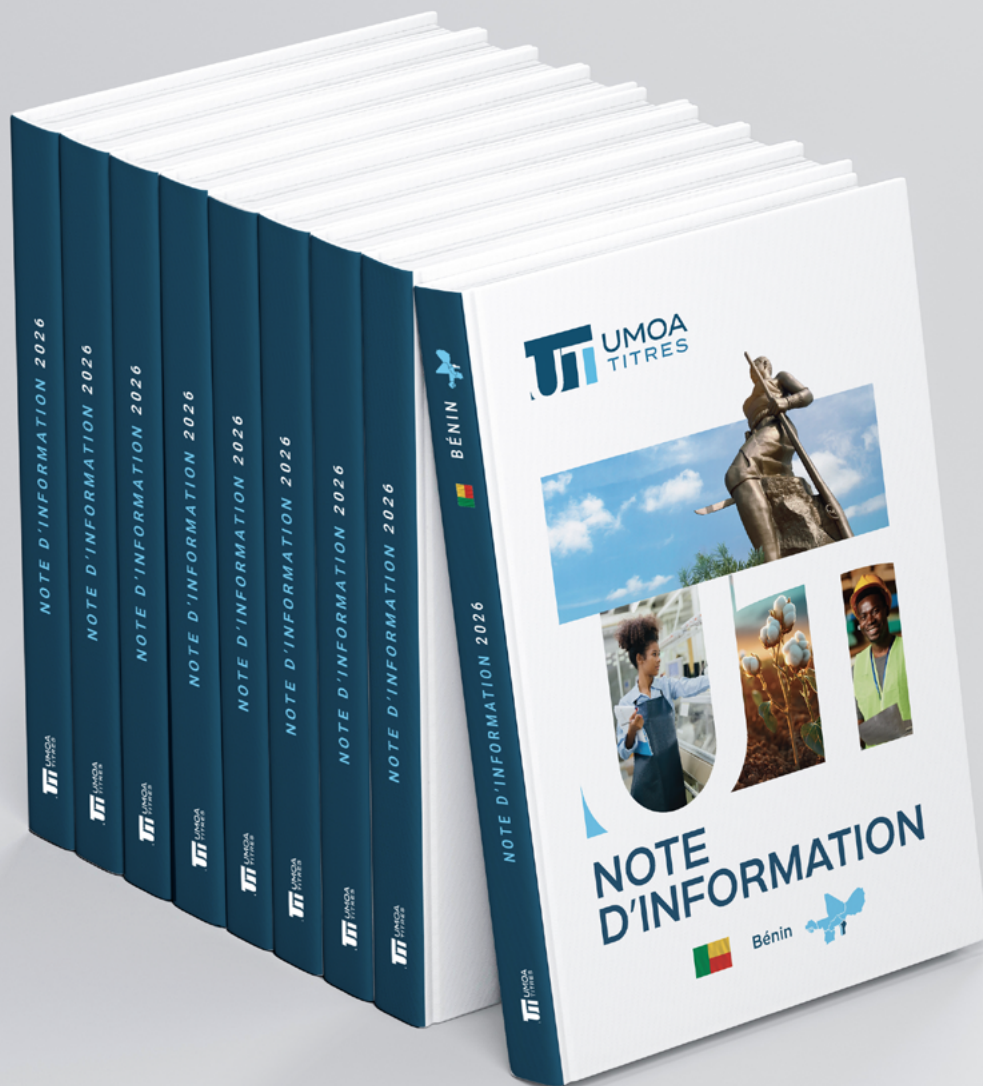
Bénin



SOYEZ UN INVESTISSEUR AVERTI GRÂCE AUX NOTES D'INFORMATION DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Bénin | Burkina | Côte d'Ivoire | Guinée-Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo

Téléchargez sur
www.umoatitres.com



SOMMAIRE

| | | |
|--|---|---|
| <p>Acronymes 4 Attestation de l'émetteur 6 Résumé exécutif 7 Bref aperçu du Bénin 9</p> | <p>1 Situation économique récente et perspectives</p> <p>1.1 Secteur réel 15 1.2 Finances publiques 21 1.3 Balance des paiements 32 1.4 Système monétaire 35</p> | <p>2 Qualité de signature</p> <p>2.1 Climat des affaires 36 2.2 Gouvernance financière 36 2.3 Notation souveraine 38</p> |
| <p>3 Plan National de Développement : Présentation et projets structurants</p> <p>3.1 Réalisation et achèvements récents 38 3.2 Réalisations en cours et à venir 42</p> | <p>4 Situation de la dette</p> <p>4.1 Niveau d'endettement 44 4.2 Dette intérieure 47 4.3 Dette extérieure 48 4.4 Viabilité et soutenabilité de la dette 50 4.5 Stratégie d'endettement 51</p> | <p>5 Facteurs de risque</p> <p>5.1 Risques politiques et sécuritaires 52 5.2 Risques sociaux 52 5.3 Risques macroéconomiques 53 5.4 Risques concernant la mobilisation des ressources 53 5.5 Risques sanitaires 54 5.6 Risques environnementaux et sanitaires 54</p> |
| <p>6 Annexes</p> <p>6.1 Croissance réelle du PIB détaillée par secteur 55 6.2 Structure du Produit Intérieur Brut nominal (en %) 56 6.3 Détail des émissions du pays de 2019 à 2024 57 6.4 de 2019 à 2024 6.5 Détail des titres en vie en fin 2024 60</p> | <p>7 LEXIQUES 61</p> | |

ACRONYMES

| | |
|--------------------|---|
| ABSSA : | Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments |
| ACCESS : | Appui aux Communes et Communautés pour l'Expansion des Services Sociaux |
| ADN : | Agence pour le Développement du Numérique |
| AED : | Dirham des Emirats Arabes Unies |
| ANaMA : | Agence Nationale de Mécanisation Agricole |
| ANDF : | Agence Nationale du Domaine et du Foncier |
| ANPE : | Agence Nationale Pour l'Emploi |
| ANSSI : | Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information |
| ARCH : | Assurance pour le Renforcement du Capital Humain |
| ARISE IIP : | ARISE Integrated Industrial Platforms |
| ASSI : | Agence des Services et Systèmes d'Information |
| BCEAO : | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| BOAD : | Banque Ouest Africaine de Développement |
| BTP : | Bâtiment et Travaux Publics |
| CAA : | Caisse Autonome d'Amortissement |
| CAGD : | Caisse Autonome de Gestion de la Dette |
| CEB : | Communauté Electrique du Bénin |
| CEDEAO : | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CQP : | Certificat de Qualification Professionnelle |
| CRIET : | Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme |
| DGB : | Direction Générale du Budget |
| DGE : | Direction Générale de l'Economie |
| DGI : | Direction Générale des Impôts |
| DPBEP : | Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle |
| EGDI : | Indice de Développement de E-Gouv |
| ERI-ESI : | Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel |
| ESA : | Enquêtes Statistiques Agricoles |
| FBCF : | Formation Brute de Capital Fixe |
| FCFA : | Franc de la Communauté Financière Africaine |
| FNDA : | Fonds National de Développement Agricole |
| GDIZ : | Glo-Djigbé Industrial Zone |
| HCPC : | Haut-Commissariat pour la Prévention de la Corruption |
| IDE : | Investissements Directs Étrangers |
| IIAG : | Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique |
| INStAD : | Institut National de la Statistique et de la Démographie |
| IPC : | Indice de Perception de la Corruption |
| IS : | Impôt sur les Sociétés |
| IRPP : | Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques |
| JPY : | Yen japonais |
| KFW : | Kreditanstalt für Wiederaufbau |
| KWD : | Dinar Koweïtien |
| MEF : | Ministère de l'Economie et des Finances |
| OCPSC : | Organe de Contrôle des Prestataires des Services de Confiance |
| ODD : | Objectifs de Développement Durable |
| PACOFIDE : | Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières agricoles et à la Diversification des Exportations |

ACRONYMES

| | |
|--------------------|---|
| PAG : | Programme d'Action du Gouvernement |
| PC2D : | Programme de Croissance pour le Développement Durable |
| PforR : | Program-for-Results |
| PFPS : | Programme de Filets de Protection Sociale Productifs |
| PIB : | Produit Intérieur Brut |
| PND : | Plan National de Développement |
| PNDPGC : | Programme National de Développement des Plantations et des Grandes Cultures |
| PNUD : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PONADER : | Politique Nationale de Développement des Energies Renouvelables |
| PONAME : | Politique Nationale de Maîtrise d'Energie |
| PRODIJ : | Projet D'Inclusion des Jeunes |
| ProSeR : | Projet de Sédentarisation des troupeaux de Ruminants |
| PSSIE : | Politique de Sécurité des Systèmes d'Informations de l'Etat |
| RNA : | Recensement National de l'Agriculture |
| RSU : | Registre Social Unique |
| SAR : | Rial Saoudien |
| SBEE : | Société Béninoise d'Energie Electrique |
| SBH : | Société Béninoise d'Hydrocarbures |
| SBIN : | Société Béninoise des Infrastructures Numériques |
| SNH-Bénin : | Société Nationale des Hydrocarbures du Bénin |
| SBPE : | Société Béninoise de Production d'Electricité |
| SIPI : | Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie |
| SoNaMA : | Société Nationale de Mécanisation Agricole |
| TI : | Transparency international |
| TNT : | Télévision Numérique Terrestre |
| TVA : | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| UEMOA : | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| UMOA : | Union Monétaire Ouest Africaine |
| UMOA : | Union Monétaire Ouest Africaine |
| USD : | United States Dollars |
| WDI : | World Development Indicators |
| YRMB : | Yuan Renminbi Chinois |

ATTESTATION DE L'EMETTEUR



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
3841, Avenue Pape Jean Paul II (12.070)
BP : 40 COTONOU
Tél : 21 30 19 37 – Fax : 21 30 07 58
www.tresorbenin.bj



Attestation de l'émetteur

Je soussigné, Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, agissant au nom et pour le compte de l'État du Bénin, atteste que les données et informations contenues dans la présente note d'information sont conformes à la réalité et n'ai connaissance d'aucune information de nature à en altérer la portée.

L'objectif visé à travers cette note d'information est de porter à l'attention des investisseurs sur les titres publics émis par l'État du Bénin, toutes les informations utiles à la prise de décisions d'investissement.

Toutefois, je rappelle que les informations et analyses prospectives présentées dans ce document, sont basées sur des projections établies à partir d'hypothèses qui sont entachées d'incertitudes pouvant entraîner des différences entre les réalisations effectives et les performances économiques attendues.

Cette note d'information publiée sera mise à jour chaque fois que nécessaire, afin de rendre compte de :

- l'évolution de la situation économique du Bénin ;
- la disponibilité ou la mise à jour des données économiques ;
- quelques changements intervenus.



Oumara KARIMOU ASSOUMA

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'économie béninoise, bien que continuant à subir les effets des chocs successifs¹, fait encore preuve de résilience en 2024 avec un PIB nominal qui s'est établi à 13 025,9 milliards de FCFA contre 11 934,9 milliards de FCFA en 2023, soit un taux de croissance nominal de 9,1%. Le PIB réel quant à lui s'est établi à 11 327,6 milliards de FCFA en 2024 contre 10 541,9 milliards de FCFA en 2023 pour des taux de croissances réels respectifs de 7,5% et 6,4%. Cette remarquable performance est due à l'embellie observée dans tous les secteurs d'activités, avec le secteur tertiaire contribuant pour près de la moitié à la croissance du PIB réel en 2024. Les secteurs primaire et secondaire ont contribué respectivement pour 1,6 et 1,6 point de pourcentage à la croissance du PIB. La tendance devrait se poursuivre en 2025 où le taux de croissance économique réel s'établirait à 7,5 %.

Quant à la dynamique des prix, le taux d'inflation a été contenu dans la norme communautaire de 3,0% en s'établissant à 1,2% en 2024 contre une moyenne de 3,5% pour l'ensemble des pays de l'UEMOA. Le taux d'inflation en 2024 est en baisse par rapport à celui de 2,7% enregistré en 2023, en lien avec l'amélioration continue de la production vivrière, d'une part, et à l'efficacité des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la cherté de la vie, d'autre part. Les perspectives d'inflation pour 2025 sont de 1,3% en légère accélération par rapport au taux de 1,2% de 2024 (DPBEP 2026-2028, Mai 2025). Toutefois, la guerre commerciale menée par les USA et le conflit israélo-palestinien dans la bande de Gaza, ainsi que les perturbations du trafic maritime qui en résultent en mer rouge, pourraient entraîner une augmentation des coûts du fret maritime et, par conséquent, une hausse de l'inflation.

En ce qui concerne les finances publiques, elles n'ont pas échappé à la double crise sanitaire et économique. La consolidation budgétaire enregistrée en 2018 et 2019, ne s'est pas poursuivie les autres années en raison de la réponse budgétaire nécessaire à la gestion de la pandémie de la COVID-19 et aux crises successives qui s'en sont suivies (crise russo-ukrainienne, défi sécuritaire au nord du pays, chocs climatiques...). Malgré une mobilisation des recettes en constance augmentation, le déficit budgétaire s'est établi à 3,0% du PIB en 2024, en amélioration de 1,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Les prévisions budgétaires tablent sur la poursuite de la consolidation en 2025. Le déficit budgétaire ressortirait à 2,9% du PIB en 2025 en dessous du plafond communautaire de 3,0%.

L'encours de la dette publique du Bénin se chiffre à 6 960,3 milliards de FCFA en 2024 dont 5 054,8 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 1 905,5 milliards de FCFA pour la dette intérieure. Le taux d'endettement public (encours/PIB) est ressorti à 53,4% en 2024 contre 54,5% en 2023, et 41,2% en 2019. En dépit de cet accroissement, l'encours de la dette publique demeure largement en deçà des 70,0% définis dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA. La progression de l'encours de la dette publique sur la période sous revue, s'explique non seulement par la recherche des financements dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (2018-2025), mais aussi la saisine des opportunités de conditions favorables sur les marchés internationaux pour substituer les instruments de plus courtes maturités et plus coûteux par des financements d'échéances plus longues et de taux d'intérêts plus bas. Pour 2025, la mobilisation des ressources d'emprunt sera portée par (i) les tirages des prêts projets (multilatéraux, bilatéraux et banques commerciales internationales) de 363,174 milliards de FCFA ; (ii) les décaissements des prêts programmes de 54,6 milliards de FCFA ; (iii) les tirages FMI de 115,3 milliards de FCFA ; (iv) les emprunts auprès des banques locales de 76,805 milliards de FCFA et (v) les émissions de titres publics (bons et obligations du Trésor) de 545,142 milliards de FCFA (SDMT 2025-2029, Page 17).

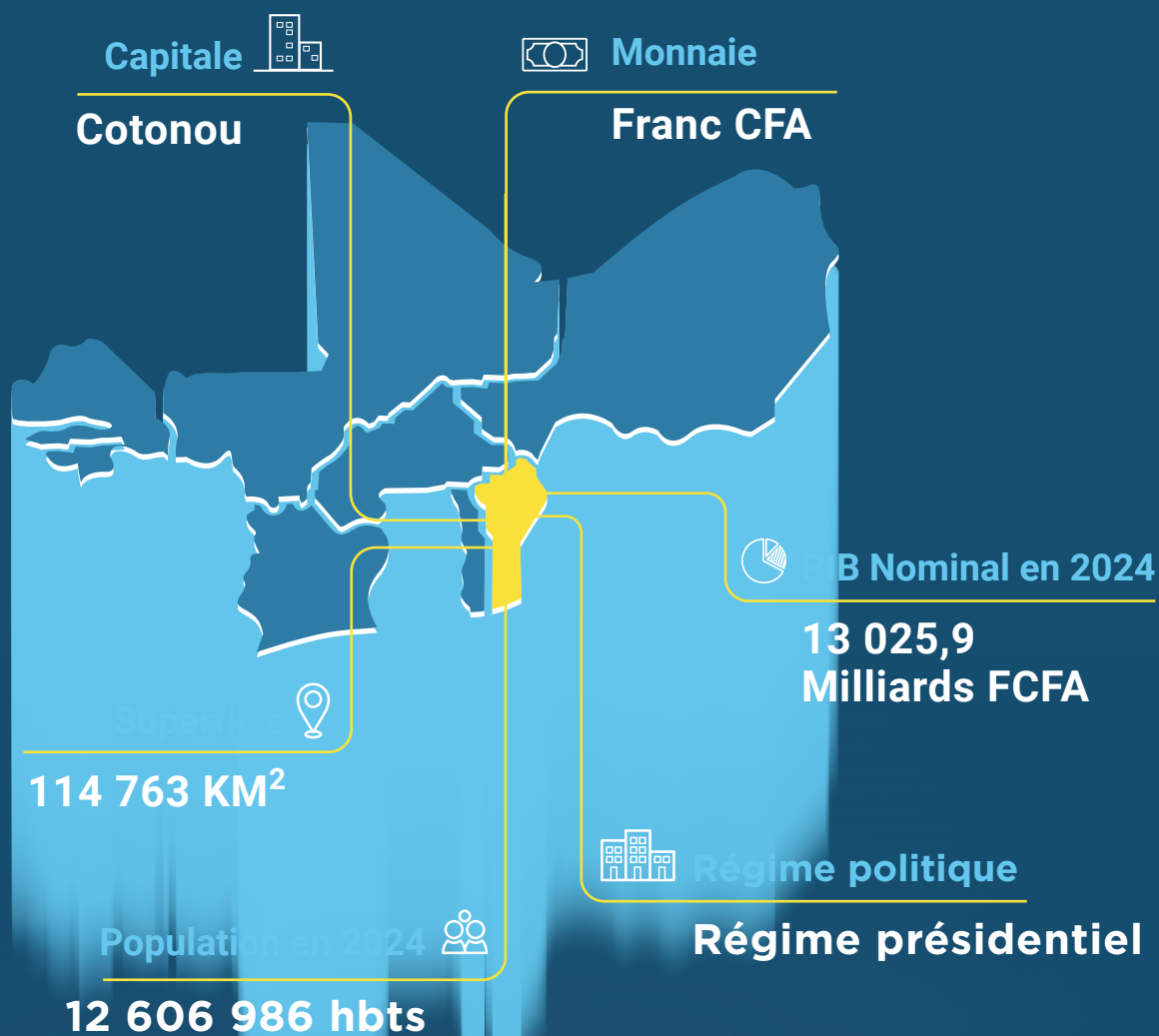
| Tableau 1 | Tableaux récapitulatifs | | | | | |
|--|-------------------------|---------|---------|----------|----------|----------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024(e) |
| Milliards de FCFA | | | | | | |
| Economie nationale | | | | | | |
| PIB Nominal | 8 610,8 | 9 008,8 | 9 809,7 | 10 854,5 | 11 934,9 | 13 025,9 |
| Croissance du PIB réel (en %) | 7,1 | 3,8 | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 7,5 |
| Taux d'investissement (en % du PIB) | 21,7 | 25,6 | 28,9 | 31,1 | 34,5 | 35,1 |
| Taux d'inflation (en %) | -0,9 | 3,0 | 1,7 | 1,4 | 2,7 | 1,2 |
| Balance des paiements | | | | | | |
| Exports FOB | 1 790,9 | 1 720,5 | 2 019,9 | 2 316,7 | 2 457,0 | 2 538,4 |
| Imports FOB | 2 051,4 | 1 810,2 | 2 215,4 | 2 713,3 | 2 820,3 | 2 747,3 |
| Solde | -260,4 | -89,7 | -195,4 | -396,6 | -363,3 | -208,9 |
| Balance courante en % du PIB | -3,9 | -1,7 | -4,2 | -6,0 | -8,2 | -6,7 |
| Finances publiques | | | | | | |
| Recettes et dons | 1 185,6 | 1 296,3 | 1 387,7 | 1 553,2 | 1 795,1 | 1 952,5 |
| Dépenses totales et prêts nets | 1 227,3 | 1 719,9 | 1 949,4 | 2 149,5 | 2 289,8 | 2 344,8 |
| Solde | -41,7 | -423,6 | -561,7 | -596,3 | -494,7 | -392,3 |
| Dettes publiques | 3 476,6 | 4 156,9 | 4 885,8 | 5 866,8 | 6 508,5 | 6 960,3 |
| Dettes intérieure | 1 455,9 | 1 817,2 | 1 540,6 | 2 003,6 | 2 118,1 | 1 905,5 |
| Dettes extérieure | 2 020,7 | 2 339,7 | 3 345,2 | 3 863,2 | 4 390,4 | 5 054,8 |
| Dettes intérieure en % du PIB nominal | 17,3 | 20,2 | 15,7 | 18,5 | 17,8 | 14,6 |
| Déficit budgétaire | | | | | | |
| En valeur | -43,1 | -423,4 | -559,2 | -597,0 | -489,3 | -390,8 |
| En pourcentage du PIB nominal (%) | -0,5 | -4,7 | -5,7 | -5,5 | -4,1 | -3,0 |

Source : MEF, Documents de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025 ; CAGD, Bulletins statistiques de la dette publique, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024. Note : (e) : estimation

| Tableau 2 | Position du Bénin au regard des critères de convergence de l'UEMOA | | | | | | |
|--|--|------|------|------|------|------|------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Milliards de FCFA | | | | | | | |
| Solde budgétaire global dons compris/PIB nominal | >=-3% | -0,5 | -4,7 | -5,7 | -5,5 | -4,1 | -3,0 |
| Taux d'inflation annuel moyen | <=3% | -0,9 | 3,0 | 1,7 | 1,4 | 2,7 | 1,2 |
| Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %) | <=70% | 41,2 | 46,1 | 49,8 | 54,1 | 54,5 | 53,4 |
| Taux de pression fiscale (en %) | >=20% | 10,6 | 10,5 | 11,0 | 12,2 | 12,9 | 13,4 |
| Masse salariale/Recettes fiscales (en %) | <=35% | 41,4 | 41,7 | 35,8 | 33,0 | 33,2 | 33,1 |

Source : Commission de l'UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale – Décembre 2024.

BREF APERÇU DU BÉNIN



| | |
|---|---|
| Taux de croissance réel du PIB en 2024 | 7,5 % |
| Taux d'inflation en 2024 | 1,2 % |
| Déficit budgétaire, y compris les dons, en 2024 | -3,0 % du PIB |
| Taux d'endettement en 2024 | 53,4 % |
| Principaux produits d'exportation | Coton, Ananas, Huile de palme, Anacarde, Soja. |

1 SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES

1.1 SECTEUR RÉEL

En 2024, la croissance économique réelle du Bénin est restée robuste et s'est établie à 7,5%, soit un niveau largement supérieur à la moyenne en Afrique Subsaharienne qui est de 4,0%². Le dynamisme de la croissance est impulsé par une bonne campagne agricole, un secteur secondaire en plein essor porté par les industries et les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), et une reprise des activités commerciales après le ralentissement observé en 2023 (DPBEP, 2025). Les tensions inflationnistes sont demeurées limitées, avec une progression des prix contenue à 1,2% nettement en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA qui est de 3,0%.

1.1.1 Evolution du PIB

L'économie béninoise, bien que continuant à subir les effets des chocs successifs³, fait encore preuve de résilience en 2024 avec un PIB nominal qui s'est établi à 13 025,9 milliards de FCFA contre 11 934,9 milliards de FCFA en 2023, soit un taux de croissance nominal de 9,1%. Le PIB réel quant à lui s'est établi à 11 327,6 milliards de FCFA en 2024 contre 10 541,9 milliards de FCFA en 2023 pour un taux de croissance réel respectif de 7,5% et 6,4%. Le taux de croissance réel moyen est ressorti à 6,4% sur la période 2019-2024.

| Tableau 3 | Evolution du Produit Intérieur Brut et projections | | | | | | | |
|------------------------------|--|---------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 (e) | 2025 (p) | 2026(p) |
| PIB nominal (milliards FCFA) | 8 610,8 | 9 008,8 | 9 809,7 | 10 854,5 | 11 934,9 | 13 025,9 | 14 187,2 | 15 545,9 |
| PIB réel (milliards FCFA) | 8 387,9 | 8 705,9 | 9 328,9 | 9 912,2 | 10 541,9 | 11 327,6 | 12 181,5 | 13 089 |
| Croissance du PIB réel (%) | 7,1 | 3,8 | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 7,5 | 7,5 | 7,5 |

Source : Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025 (MEF). Note : (e) : estimation ; (p) : projection

Selon les projections du MEF sur la base des données du DPBEP 2026-2028, le taux de croissance économique devrait s'établir à 7,5 % en 2025 et 7,5 % en 2026.

² Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne, Avril 2025, page viii.

³ COVID-19, conflit Russo-Ukrainien, fermeture des frontières avec le Nigeria, puis avec le Niger, défi sécuritaire au nord du pays, chocs climatiques, etc.

1.1.2 Contribution à la croissance du PIB réel par secteur d'activité

La remarquable performance de l'économie béninoise est due à l'embellie observée dans tous les secteurs d'activités, avec le secteur tertiaire contribuant pour près de la moitié à la croissance du PIB réel en 2024. Les secteurs primaire et secondaire ont contribué respectivement pour 1,6 et 1,6 point de pourcentages à la croissance du PIB en 2024.

| Tableau 4 | Contribution à la croissance du produit intérieur brut réel des secteurs d'activité (en Point de pourcentage) | | | | | | | |
|---|---|------|------|------|------|----------|----------|---------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 (e) | 2025 (p) | 2026(p) |
| Contributions à la croissance | | | | | | | | |
| Secteur primaire | 1,6 | 0,5 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | 1,6 | 1,4 | 1,5 |
| Secteur secondaire | 2,1 | 0,8 | 1,5 | 1,3 | 1,2 | 1,6 | 1,7 | 1,7 |
| Secteur tertiaire | 2,5 | 2,3 | 3,2 | 2,9 | 3,1 | 3,6 | 3,6 | 3,5 |
| dont services d'administration publique | 0,5 | 1,7 | 1,0 | 0,9 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,6 |
| Droit et taxes | 0,9 | 0,2 | 1,1 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,8 | 0,8 |
| Croissance du PIB réel (%) | 7,1 | 3,8 | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 7,5 | 7,5 | 7,5 |

Source : Années 2019 à 2024 : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), Comptes nationaux trimestriels, divers numéros jusqu'en 2024 ; Années 2025 et 2026 : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

La valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 5,9% en 2024 après 5,1% un an plus tôt et en moyenne de 4,7% sur la période 2019-2024. Cette performance est due à une meilleure production agricole notamment : i) une amélioration continue de la production vivrière ; ii) une évolution favorable de la production cotonnière ; iii) une bonne progression des autres cultures d'exportation, notamment l'ananas, l'anacarde et le soja. La part du secteur primaire dans la formation du PIB réel est estimée à 25,9% en 2024 contre 26,3% un an plus tôt. Sa contribution à la croissance est évaluée à 1,6 point de pourcentage en 2024 contre 1,4 point de pourcentage en 2023.

Dans le secteur secondaire, l'activité économique s'est montrée aussi vigoureuse en 2024 que les années précédentes. En 2024, le secteur secondaire a enregistré une croissance de 9,7% de sa valeur ajoutée, après 7,3% un an plus tôt et une moyenne de 8,1% sur la période 2019-2024. Sa performance est à mettre à l'actif des investissements massifs en infrastructures et à la poussée des activités de transformation de produits agricoles (coton, soja, noix de cajou) dans la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé (GDIZ). Portée par le dynamisme des branches Industrie Agro-alimentaire et BTP, la part du secteur secondaire dans la formation du PIB réel est estimée à 17,1% et une contribution à la croissance de 1,6 point de pourcentage en 2024.

Encadré 1 : La Zone Industrielle de Glo-Djigbe (GDIZ)

Fruit d'un Partenariat Public-Privé (PPP) entre la République du Bénin et ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), « Glo-Djigbé Industrial Zone » (GDIZ) est une zone industrielle dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, les noix de karité, le soja, etc. Elle a pour objectif de fournir aux investisseurs un environnement adapté aux activités industrielles en mettant à leur disposition les infrastructures nécessaires, en créant une atmosphère propice aux affaires et en les accompagnant dans la promotion de leurs produits grâce à l'approche écosystémique.

Glo-Djigbe Industrial Zone (GDIZ) compte à ce jour 36 projets d'investissement agréés qui totalisent un investissement de plus de 700 milliards de FCFA. Il est attendu d'ici la fin de l'année 2024-2025, l'entrée en fonction de 13 nouvelles usines pour un investissement total estimé à environ 210 milliards FCFA, dont deux unités intégrées de textile pour la fabrication des produits textiles (de la filature aux vêtements). Ces investissements d'envergure généreront une forte valeur ajoutée pour le Bénin et ont déjà créé plus de 10.000 emplois directs. Il y est attendu plus de 300 000 emplois directs d'ici 2030.

Sources : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2025-2027, Juin 2024, Page 8.

Dans le secteur tertiaire, la valeur ajoutée a connu une amélioration continue sur la période sous revue et a progressé de 7,5% en 2024 après 6,6% en 2023 et en moyenne de 6,3% sur la période 2019-2024. La bonne tenue de la production des secteurs primaire et secondaire, a permis de soutenir l'activité commerciale. La modernisation et la densification du réseau routier béninois a renforcé le trafic terrestre, ce qui a permis de limiter les effets de la baisse du trafic portuaire, conséquence de la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger. Porté par le commerce, les transports et les services d'administration publique, la part du secteur tertiaire dans la formation du PIB est estimée à 47,5% et ce secteur a enregistré une contribution à la croissance de 3,6 points de pourcentage en 2024.

Encadré 2 : La position stratégique du Bénin : un atout économique considérable

Le Bénin est un corridor privilégié pour les pays frontaliers enclavés de la sous-région. Le Bénin est positionné comme un couloir de transit et une plaque tournante reliant les pays côtiers et les pays de la bande sahélienne. Il représente l'itinéraire de transport le plus court vers Niamey et reste un trajet pertinent pour les marchandises destinées à Ouagadougou et à certaines parties du Mali et du Tchad. Le port de Cotonou est aussi le relais de transbordement le plus proche et le plus rapide vers le Nigeria.

La proximité du marché nigérian est un atout essentiel pour le Bénin, qui bénéficie de sa demande en palliant partiellement aux lacunes des infrastructures portuaires de Lagos. Le principal partenaire du Bénin reste le Nigéria dont la part du commerce officiel représente environ 41% du total de ces parts (sans compter les flux illicites). Le port de Cotonou a bénéficié des mauvaises performances du port de Lagos, dont les capacités n'ont pas augmenté depuis 1997.

Source : Extrait du Rapport sur la situation économique : Chapitre 2 « tirer profit de la position stratégique du Bénin en misant sur les corridors économiques » (page 37), Banque Mondiale, Juin 2023.

Grâce à la modernisation des régies financières, on observe sur la période sous revue un renforcement de la mobilisation des recettes fiscales. La valeur ajoutée des droits et taxes a connu une hausse de 7,4% en 2024 et 9,3% en moyenne sur la période 2019-2024. La part des droits et taxes dans la formation du PIB est estimée à 9,4%, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,7 point de pourcentage en 2024.

1.1.3 Contribution à la croissance du PIB par composante (PIB par la demande)

Le rythme de croissance du PIB réel sur la période sous revue (2019-2024), a été entièrement porté par la demande intérieure, la contribution de la demande extérieure étant ressortie négative. La valeur ajoutée de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a progressé en moyenne de 12,3% et celle de la consommation publique de 4,9% contre 4,7% pour la consommation privée. Ces performances résultent des efforts d'amélioration du climat des affaires, des réponses du gouvernement aux chocs successifs et la mise en œuvre du PAG ⁴.

| Tableau 5 | Contribution à la croissance des postes de dépense (en point de pourcentage) | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 (e) | 2025 (p) | 2026(p) |
| 1. Demande interne | 5,9 | 4,2 | 8,9 | 7,4 | 7,9 | 6,3 | 7,8 | 6,5 |
| Consommation totale | 3,2 | 3,7 | 4,2 | 3,7 | 4,0 | 3,4 | 4,8 | 2,7 |
| Privée | 2,5 | 2,2 | 3,3 | 3,3 | 4,1 | 3,3 | 3,8 | 2,7 |
| Publique | 0,7 | 1,5 | 1,0 | 0,4 | 0,6 | 0,1 | 1,0 | 0,0 |
| Investissement | 2,7 | 0,5 | 4,7 | 3,7 | 4,9 | 2,9 | 2,9 | 3,8 |
| Formation Brute de Capital Fixe | 2,8 | 0,6 | 4,7 | 3,7 | 4,9 | 2,9 | 2,9 | 3,8 |
| Variation des stocks | -0,1 | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2. Demande extérieure totale | 1,2 | -0,4 | -1,8 | -1,2 | -1,6 | 1,2 | -0,2 | 1,0 |
| Exportations | 2,3 | -6,9 | 2,5 | 4,0 | 1,5 | 3,6 | 4,5 | 4,5 |
| Importations | 1,1 | -6,5 | 4,3 | 5,1 | 2,7 | -0,2 | 2,9 | 3,4 |
| PIB | 7,1 | 3,8 | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 7,5 | 7,5 | 7,5 |

Source : Années 2019 à 2024 : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), Comptes nationaux trimestriels, divers numéros jusqu'en 2024 ; Années 2025 et 2026 : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

⁴ Programme d'Actions du Gouvernement

En 2024, la demande intérieure a contribué pour 6,3 points de pourcentage à la croissance du PIB réel, après 7,9 points un an plus tôt. La contribution à la croissance de la consommation totale est ressortie à 3,4 points de pourcentage en 2024 en légère baisse par rapport à l'année précédente (+4 points de pourcentage). La part de la consommation totale dans la formation du PIB est estimée à 74,3% en 2024.

En ce qui concerne l'investissement, il a progressé de 10,5% en 2024, à la suite de l'accélération enregistrée en 2023 (+15,9%). La contribution à la croissance de l'investissement s'élève à 2,9 points de pourcentage en 2024, contre 4,9% un an plus tôt. Cette dynamique est principalement soutenue par l'investissement privé, qui contribue à hauteur de 3,1 points de pourcentage à la croissance tandis qu'une légère décélération de la contribution de l'investissement public a été observée (-0,2 point de pourcentage). La part de l'investissement dans la formation du PIB s'est établie à 28,1% en 2024, contre 27,4% en 2023.

La contribution de la demande extérieure à la croissance du PIB réel de 2024 a été de 1,2 points de pourcentage après -1,6 points un an plus tôt. Cette performance résulte de l'amélioration des échanges commerciaux en 2024 comparativement à 2023. En effet, il est enregistré une hausse des exportations de 4,4% en 2024 et une baisse des importations de 0,8%, qui s'est traduit par une réduction du déficit commercial de 122,5 milliards de FCFA en 2024. Ce constat résulte notamment de la décision des autorités d'œuvrer à l'apport d'une valeur ajoutée aux produits de base exportés dans le but d'améliorer le solde de la balance commerciale.

1.1.4 Inflation

Au Bénin, le taux d'inflation a été contenu dans la norme communautaire de 3,0% de l'UEMOA sur la période 2019-2024 et s'est établi en moyenne à 1,5%. Spécifiquement pour l'année 2024, le taux d'inflation s'est élevé à 1,2% (en deçà de la moyenne communautaire qui est de 3,5%), en baisse par rapport au 2,7% enregistré en 2023. Cette performance résulte d'une part, de l'amélioration continue de la production vivrière, et, d'autre part, de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la cherté de la vie. Ces mesures concernent notamment : i.) la prise en considération de seulement la moitié du coût du fret dans la détermination de la valeur en douane, ce qui permet d'amortir la hausse des prix des produits importés, voire baisser leurs prix ; et ii.) les subventions aux produits pétroliers et à l'énergie afin de contenir l'érosion du pouvoir d'achat.

Les perspectives d'inflation pour 2025 sont de 1,3%⁵ en légère hausse par rapport au 1,2% de 2024. Toutefois, la guerre commerciale menée par les USA et le conflit israélo-palestinien dans la bande de Gaza, ainsi que les perturbations du trafic maritime qui en résultent en mer rouge, pourraient entraîner une augmentation des coûts du fret maritime et, par conséquent, une hausse de l'inflation. Une baisse des tensions inflationnistes devrait également être observée dans l'Union en 2025. Selon les prévisions de la BCEAO de juin 2025, le taux d'inflation ressortirait en moyenne à 2,2% dans l'Union en 2025 (BCEAO, Rapport sur la politique monétaire – Juin 2025).

⁵ Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Page 13.

| Tableau 6 | Evolution de l'inflation (en %) | | | | | | |
|-----------|---------------------------------|------|------|------|------|---------|---------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024(e) | 2025(p) |
| Inflation | | | | | | | |
| BENIN | -0,9 | 3,0 | 1,7 | 1,4 | 2,7 | 1,2 | 1,3 |
| UEMOA | -0,7 | 2,1 | 3,6 | 7,4 | 3,7 | 3,5 | 2,2 |

Source : Années 2019 à 2024 : Base de données de la BCEAO. Année 2025 pour le Bénin : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection DPBEP 2026-2028,

Encadré 3 : Impact du conflit russo-ukrainien sur le Bénin

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a contribué à aggraver les tensions inflationnistes post-Covid-19 avec notamment une flambée des prix des matières premières, notamment les produits énergétiques (pétrole et gaz) et les produits alimentaires, avec une perturbation des chaînes d'approvisionnement et de distribution mondiales. Selon les estimations de la BAD (2023), la guerre en Ukraine a entraîné une baisse de près de 1,2 point de pourcentage du PIB en 2022. Par ailleurs, l'inflation a connu une hausse d'au moins 1 point en 2022 du fait des effets du conflit. Sur le plan budgétaire, les effets de la crise ont été évalués à plus de 188,7 millions de dollars.

Source : BAD (2023), *Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte, Rapport pays 2023-Bénin, page 14.*

1.2 FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques n'ont pas échappé à la double crise sanitaire et économique. Sur la période sous revue, la consolidation budgétaire obtenue en 2018 et 2019, ne s'est pas poursuivie les autres années en raison de la réponse budgétaire nécessaire à la gestion de la pandémie et aux crises qui s'en sont suivies⁶. Malgré une mobilisation des recettes en constante augmentation, le déficit budgétaire a franchi la barre des 3,0% du PIB correspondant à la norme communautaire de l'UEMOA.

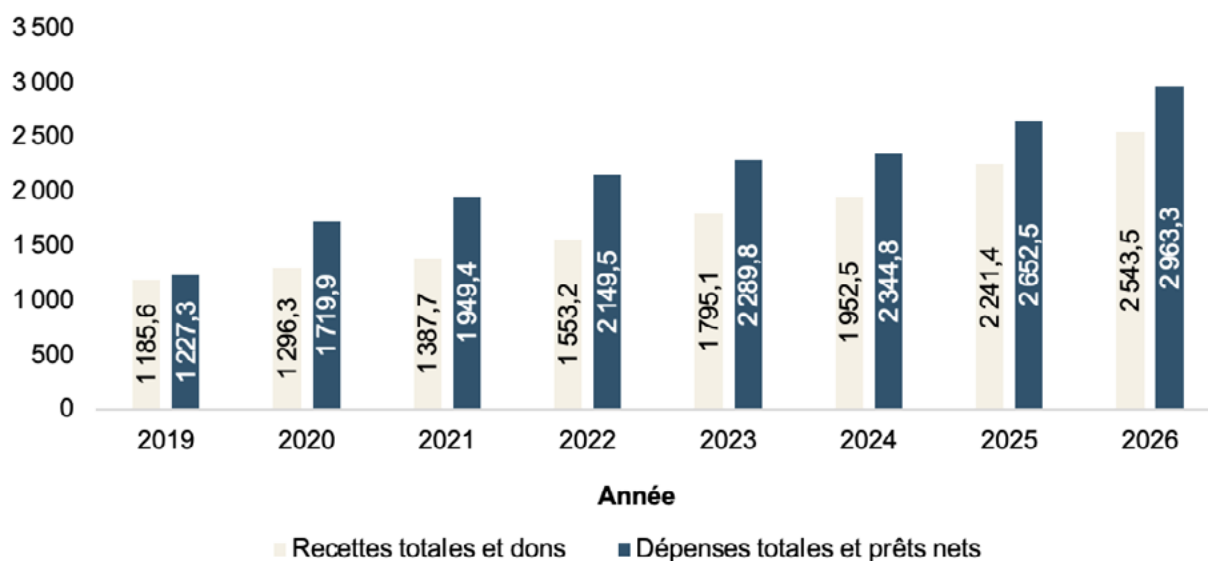
1.2.1 Dépenses et recettes

Le déficit budgétaire (base ordonnancement, dons compris), s'est creusé tout au long de la période sous revue. Il s'est établi à -390,8 milliards de FCFA à fin décembre 2024 soit -3,0% du PIB alors qu'il était de -43,1 milliards de FCFA en 2019 soit -0,5% du PIB. Cette dégradation observée est due à une évolution plus forte des dépenses que des recettes. En effet, les recettes totales (dons y compris) sont passées de 1 185,6 milliards de FCFA en 2019 à 1 952,5 milliards de FCFA en 2024 soit un accroissement d'environ 64,7%. Les dépenses totales et prêts nets quant à elles, sont passées de 1 227,3 milliards de FCFA en 2019 à 2 344,8 milliards de FCFA en 2024, soit un accroissement d'environ 91,1%. Cette forte progression des dépenses s'explique par les chocs exogènes survenus ces dernières années notamment, la pandémie de la COVID-19, la guerre russo-ukrainienne, la fermeture des frontières nigérianes et ensuite nigériennes. Pour couvrir ces déficits budgétaires successifs, le Bénin a eu recours, entre autres, au marché financier régional et aux concours financiers mobilisés auprès des bailleurs externes.

⁶ Crise russo-ukrainienne, défi sécuritaire au nord du pays, fermeture des frontières avec le Nigeria et le Niger, chocs climatiques, etc.

Figure 1

Evolution des recettes et dépenses (en milliards de Francs CFA)



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

Les recettes totales (hors dons) sont estimées à 1 895,6 milliards de FCFA à fin décembre 2024, soit une hausse de 194,3 milliards de FCFA (+11,4%) par rapport à l'année précédente. Cette progression émane essentiellement des recettes fiscales, qui se sont accrues de 183,8 milliards de FCFA (+12%), principalement en relation avec la poursuite des réformes orientées vers la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude. Les recettes non fiscales quant à elle ont progressé de 10,5 milliards de FCFA (+6,4%) entre 2023 et 2024. Pour leur part, les dons ont régressé de 36,9 milliards de FCFA (-39,3%) entre 2023 et 2024 pour s'établir à 56,9 milliards de FCFA, conséquence d'une diminution des appuis des partenaires techniques et financiers aux projets.

Les dépenses totales et prêts nets se sont accrus d'environ 2,4%, passant de 2 289,8 milliards de FCFA en 2023 à 2 344,8 milliards de FCFA en 2024. Cette évolution résulte des hausses des dépenses en capital sur ressources intérieures (+6,9%) et des dépenses courantes (+8,9%). La progression des dépenses en capital sur ressources intérieures, est liée à la poursuite des investissements inscrits au PAG. Quant aux dépenses courantes, leur hausse a été impulsée par celle des paiements d'intérêts sur la dette publique (+22,1%), et les transferts courants (+15,3%). Les dépenses de personnel restent contenues (+2,6%) et ressortent à 30,4% des recettes fiscales en 2024 contre une norme de 35% des recettes fiscales à ne pas dépasser selon les critères de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les prévisions budgétaires tablent sur une dynamique de consolidation à partir de l'année 2025. Le déficit budgétaire ressortirait en dessous de la norme communautaire de 3,0% à 2,9% du PIB en 2025 contre 3,0% du PIB en 2024.

| Tableau 7 | Tableau des opérations financières de l'Etat | | | | | | | |
|--|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| En milliards de FCFA | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 (e) | 2025 (p) | 2026 (p) |
| 1- RECETTES ET DONNS | 1 185,6 | 1 296,3 | 1 387,7 | 1 553,2 | 1 795,1 | 1 952,5 | 2 241,4 | 2 543,5 |
| 1.1 RECETTES BUDGETAIRES | 1 088,0 | 1 142,1 | 1 295,7 | 1 498,6 | 1 701,3 | 1 895,6 | 2 158,3 | 2 445,4 |
| Recettes fiscales | 893,3 | 947,9 | 1 082,3 | 1 320,7 | 1 537,9 | 1 721,7 | 1 965,3 | 2 237,8 |
| Recettes non fiscales | 194,8 | 194,2 | 213,4 | 177,8 | 163,4 | 173,9 | 193,0 | 207,5 |
| 1.2 DONNS | 97,7 | 154,2 | 92,0 | 54,6 | 93,8 | 56,9 | 83,1 | 98,1 |
| Dons-projets | 66,8 | 46,9 | 54,6 | 54,6 | 84,0 | 42,0 | 63,1 | 76,4 |
| Appuis budgétaires (aide à la BP & aides alimentaires) | 30,8 | 107,3 | 37,4 | 0,0 | 9,8 | 14,9 | 20,0 | 21,7 |
| 2- Dépenses totales et prêts nets | 1 227,3 | 1 719,9 | 1 949,4 | 2 149,5 | 2 289,8 | 2 344,8 | 2 652,5 | 2 963,3 |
| 2.1 DEPENSES TOTALES | 1 231,2 | 1 718,1 | 1 947,7 | 2 153,1 | 2 287,9 | 2 349,9 | 2 652,5 | 2 963,3 |
| 2.1.1 DEPENSES COURANTES | 900,8 | 1 095,6 | 1 145 | 1 198,1 | 1 276 | 1 389,8 | 1 642,1 | 1 743,6 |
| Traitements et salaires | 369,7 | 416,5 | 407,8 | 436,1 | 509,8 | 523,2 | 632,9 | 688,3 |
| Autres dépenses de fonctionnement | 396,5 | 502,8 | 517,3 | 583,3 | 576,0 | 634,3 | 770,2 | 787,9 |
| Intérêts dus | 134,6 | 176,3 | 219,9 | 178,7 | 190,2 | 232,2 | 239,0 | 267,3 |
| 2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL | 330,4 | 622,4 | 802,7 | 954,9 | 1 011,9 | 960,1 | 1 010,4 | 1 219,8 |
| Sur ressources intérieures | 228,3 | 356,4 | 519,0 | 593,0 | 584,3 | 624,6 | 584,2 | 780,0 |
| Sur ressources extérieures | 102,1 | 266,0 | 283,7 | 361,9 | 427,6 | 333,5 | 426,3 | 439,8 |
| 2-2 Prêts nets | -3,9 | 1,8 | 1,7 | -3,6 | 1,9 | -5,1 | 0,0 | 0,0 |
| 3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons) | -139,2 | -577,8 | -653,7 | -650,9 | -588,5 | -449,3 | -494,2 | -518,0 |
| 4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons) | -43,1 | -423,4 | -559,2 | -597 | -489,3 | -390,8 | -411,4 | -419,9 |
| Taux de pression fiscale (en %) | 10,6 | 10,5 | 11,0 | 12,2 | 12,9 | 13,4 | 13,9 | 14,4 |

Source : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Taux de pression fiscale : base de données de la BCEAO. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

Malgré l'augmentation continue des recettes fiscales sur la période sous revue, soit un accroissement de 92,7 % entre 2019 et 2024, la pression fiscale demeure assez faible comparée à la norme communautaire d'au moins 20% du PIB, même si d'importants efforts sont notés pour son amélioration. En effet, le taux de pression fiscale est ressorti à 13,4 % du PIB en 2024, le niveau le plus élevé sur la période. Au vu de ce constat, Il est primordial de poursuivre les réformes visant à élargir l'assiette fiscale.

1.2.2 Budget

Présentation générale du budget 2024 : principaux postes de dépense

1. Les résultats de l'exécution des dépenses du budget de l'année 2024 sont satisfaisants tant en matière d'atteinte des cibles intermédiaires⁷ qu'en matière de respect des règles de gestion⁸. Sur le plan budgétaire, les dépenses totales ont atteint 2 349,9 milliards de FCFA. Du point de vue social, l'Etat a bien tenu ses engagements sociaux. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses⁹ (dépenses sociales prioritaires) ressort à 188,14 milliards de FCFA en termes d'ordonnancement sur un objectif de 185,4 milliards de FCFA soit 101,5% de la cible annuelle (MEF, Février 2025).
2. Les dépenses courantes ont atteint 1 389,8 milliards de FCFA en 2024, en hausse de 113,8 milliards de FCFA par rapport à leur niveau de 2023. Le dépassement observé en 2024 traduit l'incidence financière de plusieurs mesures dont, les glissements catégoriels et apurement des rappels sur salaires, l'évolution de l'effectif des bénéficiaires des différentes mesures sociales notamment les mesures de gratuité¹⁰, ainsi que le renforcement des crédits de fonctionnement des centres hospitaliers. Les dépenses en capital quant à elles, s'établissent à 960,1 milliards de FCFA contre 1 011,9 milliards de FCFA en 2023. Cette baisse observée quant à la consommation des crédits s'explique par la baisse du niveau des ressources extérieures mobilisées sur la période par rapport à son niveau en 2023. Cela s'explique par la maturité des projets inscrits au PAG (2021-2026) sur ressources extérieures, dont un bon nombre se trouve à l'étape d'achèvement.

Recettes du budget général décomposées par source

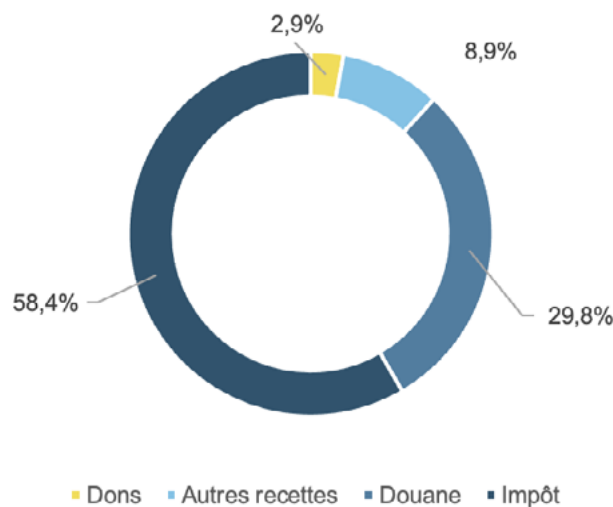
3. Constituées des recettes des régies financières, des dons et autres produits assimilés, les recettes du budget général se sont établies à 1 952,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024. Elles se sont inscrites en hausse de 157,4 milliards de FCFA par rapport aux réalisations à fin décembre 2023. Les principales sources de cette mobilisation demeurent les régies financières qui contribuent à près de 88,2 % des recettes du budget général mobilisées à fin décembre 2024.

7 Les cibles intermédiaires sont des indicateurs de cibles priorisées à échéance précise (2020, 2025 et 2030) en lien avec l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Elles sont identifiées par le Ministère du Développement à travers une étude dont le rapport sert de boussole, intitulé « Présentation de la situation de référence et identification des cibles intermédiaires 2020, 2025 et 2030 des cibles prioritaires des ODD au Bénin », <https://developpement.gouv.bj/media/RapportFinalDomesticationODD.pdf>

8 L'exécution du budget de l'Etat est régie par le respect des principes budgétaires et comptables.

9 L'indice de la sensibilité sociale des dépenses fait référence à la politique d'allocation des ressources publiques de l'Etat vers des programmes et initiatives à caractère ou sensibilité sociale, visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et à renforcer leur autonomisation.

10 La gratuité de l'éducation primaire, la gratuité de l'éducation secondaire pour les filles inscrites au premier cycle de l'Enseignement Secondaire Général, la subvention au tiers des frais de scolarité des filles inscrites dans les filières scientifiques, techniques et industrielles, la gratuité des frais de scolarité pour les enfants des Aspirants au Métier d'Enseignement (AME) à l'instar de ceux des enseignants fonctionnaires et contractuels de l'Etat, la gratuité des frais d'inscription aux étudiants non boursiers et non secourus inscrits dans les facultés classiques des universités publiques, la gratuité de la césarienne, etc.

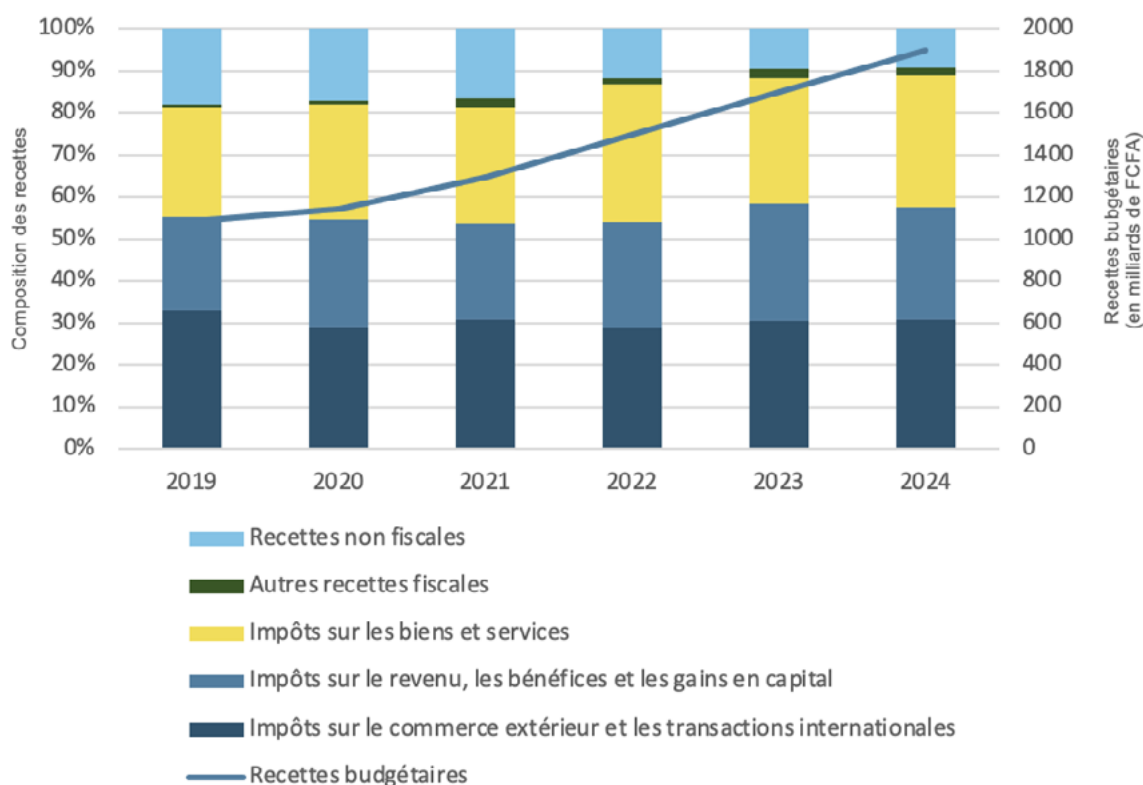


Source : Réalisé à partir des données de : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025.

- La décomposition par source des recettes du budget général en 2024 fait apparaître que les impôts y contribuent à hauteur de 58,4%, suivi de la douane pour 29,8%, et les autres recettes (recettes non fiscales) pour environ 8,9%.
- Les recettes du budget général se sont établies à 1952,5 milliards de FCFA en 2024 contre 1 185,6 milliards de FCFA en 2019, soit un accroissement de 64,7%. Cette performance, portée par l'administration des impôts, et, dans une moindre mesure par l'administration douanière, est imputable à la réforme des factures normalisées, au renforcement de la lutte contre la fraude fiscale, à l'intensification du recouvrement des arriérés, à l'élargissement de la base imposable et à la digitalisation des procédures. Ainsi, i) le paiement de la Taxe sur les Véhicules à moteur (TVM) est devenue une condition nécessaire pour la visite technique des véhicules et pour l'assurance automobile ; ii) les géants du numérique (Facebook, Google, etc.) ont été identifiés et ont contribué aux recettes fiscales ; iii) les téléprocédures ont été introduites dans certains centres des impôts de petites entreprises ; iv) les exonérations en matière de Versement Patronal sur Salaire (VPS) ont été rationalisées par la suppression des points 1 et 2 de l'article 192 du code général des impôts ; v) un prélèvement de 5% sur les transactions des personnes physiques opérant sur la plateforme E.MECEP a été institué (DPBEP, 2025). Ainsi, de 2019 à 2024, les recettes d'impôts ont plus que doublé, passant de 535,3 milliards de FCFA à 1 140 milliards de FCFA, équivalent à un taux d'accroissement de 113%.

Figure 2.

Evolution de la structure des recettes budgétaires par type d'impôts
(en % et en milliards de Francs CFA)



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de : MEF, Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025 ; Direction Générale des Impôts (DGI), divers rapports d'activité (2019-2024).

L'analyse de la structure des recettes budgétaires par nature, montre une dominance des trois (03) catégories d'impôts à savoir les impôts sur les biens et services, les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. Elles totalisent en 2024 89,1% des recettes budgétaires, soit un montant de 1 688,2 milliards de francs CFA.

Projet de loi de finances 2025

6. La loi de finances incluant le budget de l'Etat pour l'année 2025, prévoit des ressources et des dépenses équilibrées, totalisant 3 551,0 milliards de FCFA en hausse de 11% par rapport à 2024. Le déficit budgétaire est prévu à 411,1 milliards de FCFA, soit 2,9% du PIB, en diminution par rapport à 2024 qui s'est établi à 3,0% du PIB. Cette réduction prévisionnelle du déficit budgétaire serait due à une augmentation prévisionnelle des ressources du Budget de l'Etat de 11,8% contre une hausse prévisionnelle de 10,8% pour les dépenses. La gestion 2025 prévoit de reconduire et d'améliorer certaines réformes, détaillées dans les paragraphes ci-dessous.

La loi de finances 2025 reconduit l'exonération des droits et taxes d'entrée et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les matériels et équipements neufs importés par les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ne bénéficiant pas d'un régime fiscal dérogatoire, destinés à l'installation d'unités artisanales et industrielles. Cette mesure vise à maintenir et améliorer le dynamisme observé dans la branche Industrie Agro-alimentaire.

La loi de finances 2025 a reconduit l'exonération des droits et taxes de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les véhicules, à savoir les camions (ensemble attelé-tracteurs et remorques), autocars et minibus de toutes catégories, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes y compris les voitures de type « break » double cabine. Cette mesure vise non seulement à renouveler la flotte des véhicules, en mettant en place un écosystème de mobilité durable pour promouvoir les transports urbain et interurbain et à faciliter la mobilité sur le territoire national, mais aussi à réduire la pollution atmosphérique et les cas d'accidents de la circulation. En effet, la branche transport soutient la dynamique des secteurs primaire et secondaire, mais aussi la branche commerce, ce qui participe de l'amélioration du Produit Intérieur Brut.

Comme nouvelle mesure, la loi de finances 2025 exonère des Droits de Douane (DD) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), les intrants composant des kits de dialyse importés ou fabriqués en République du Bénin. Cette mesure vise à amoindrir le coût des soins aux malades ne disposant pas de prise en charge.

1.3 BALANCE DES PAIEMENTS

1.3.1 Balance des paiements : vue d'ensemble

En 2023, le solde global de la balance des paiements du Bénin est ressorti déficitaire de 405,3 milliards de FCFA, après un excédent de 12,7 milliards de FCFA en 2022. Cette évolution résulte d'une réduction des entrées nettes des flux de capitaux au titre du compte financier (-448,7 milliards de FCFA), d'une aggravation du déficit du compte courant (+358,5 milliards de FCFA). Le déficit de la balance des transactions courantes est ressorti à 975,8 milliards de FCFA à fin décembre 2023 contre 617,3 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 58,1%, en lien avec la dégradation du compte des biens et services et, dans une moindre mesure, de celle du compte du revenu primaire. La dégradation du compte des biens et services s'explique par une progression des importations nettes de service (+171%) et des paiements nets de revenus primaires (+47%). Les importations nettes de services et les paiements nets de revenus primaires se sont accrus de 413,2 milliards et 36,7 milliards respectivement en passant de 241,6 milliards à 654,8 d'une part et de 78,1 milliards à 114,8 milliards d'autre part. Rapporté au PIB, le déficit courant (hors dons) s'est établi à 8,2% en 2023 contre 5,7% une année plus tôt, soit une détérioration de 2,5 points de pourcentage.

L'excédent du compte de capital s'est consolidé en 2023 de 6,1% par rapport aux réalisations notées l'année précédente en s'établissant à 119,5 milliards de FCFA. Cette évolution a été essentiellement imprimé par la hausse des transferts en capital (+37,1 milliards). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de la Banque Mondiale, de la Coopération suisse, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Union Européenne, de l'Agence Française de Développement, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds international de développement agricole, pour divers projets en cours de mise en œuvre.

Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier ont atteint 448,7 milliards de FCFA en 2023, après 514,8 milliards de FCFA en 2022. Cette diminution d'une année à l'autre résulte d'un recul des mobilisations de ressources au titre des investissements de portefeuille (-124,3 milliards), malgré la hausse des entrées de ressources au titre des investissements directs (+55,6 milliards) et des autres

investissements (+2,6 milliards). En 2023, les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin sont : La Chine (75,4%), le Togo (7,9%), la France (7,0%), la Côte d'Ivoire (5,6%) et les Emirats arabes Unies (4,3%). Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont : les Transports et entreposage (76,1%), l'Intermédiation financière, assurance et retraite (11,5%), l'Industrie manufacturière (4,9%), la construction (2,9%) et la Communication (2,4%).

| Tableau 8 | Balance des paiements (Milliards de Francs CFA) | | | | |
|--|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| a- Compte des transactions courantes (1+2+3) | -337,3 | -157,3 | -407,5 | -617,3 | -975,8 |
| 1-Biens et services | -422,9 | -250,2 | -428,0 | -638,2 | -1 018 |
| Balance des biens FOB | -260,4 | -89,7 | -195,4 | -396,6 | -363,3 |
| Exportations de biens FOB | 1 790,9 | 1 720,5 | 2 019,9 | 2 316,7 | 2 457,0 |
| Importations de biens FOB | 2 051,4 | 1 810,2 | 2 215,4 | 2 713,3 | 2 820,3 |
| Importations de biens CAF | 2 309,9 | 2 041,7 | 2 555,4 | 3 060,8 | 3 185,9 |
| Balance des services | -162,4 | -160,5 | -232,6 | -241,6 | -654,8 |
| 2-Revenu primaire | -41,5 | -69,7 | -105,0 | -78,1 | -114,8 |
| 3-Revenu secondaire | 127,1 | 162,6 | 125,5 | 99,0 | 157 |
| dont Administrations publiques | 49,4 | 107,6 | 48,7 | -1,4 | 8,2 |
| dont autres secteurs | 77,6 | 55,0 | 76,9 | 100,4 | 148,8 |
| b- Compte de capital (4+5) | 116,3 | 100,5 | 143,8 | 112,6 | 119,5 |
| 4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers | 0,0 | 0,0 | -2,9 | -2,7 | -32,9 |
| 5- Transferts de capital | 116,3 | 100,5 | 146,7 | 115,3 | 152,4 |
| c- Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b) | -221 | -56,8 | -263,7 | -504,7 | -856,3 |
| d- Compte financier (6+7+8+9) | -262,6 | -361,8 | -860,7 | -514,8 | -448,7 |
| 6- Investissement direct | -112 | -87,6 | -168,1 | -205,2 | -260,8 |
| 7- Investissements de portefeuille | -125 | -76,4 | -503,8 | -176,9 | -52,6 |
| 8- Dérivés financiers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 9- Autres investissements | -25,6 | -197,7 | -188,8 | -132,6 | -135,2 |
| e-Erreurs et omissions nettes | 3,9 | 2,0 | 2,8 | 2,7 | 2,3 |
| f-Solde global (a+b-d+e) | 45,6 | 306,9 | 599,9 | 12,7 | -405,3 |
| g- Réévaluations et autres flux non transactionnels | 0,0 | 0,0 | -2,4 | -3,1 | -11,8 |
| h-Variation des avoirs extérieurs nets | -45,6 | -306,9 | -597,5 | -9,7 | 417,1 |
| Balance courante hors dons/PIB (%) | -4 | -1,7 | -4,2 | -5,7 | -8,2 |

Source : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale – BENIN 2023, Mai 2025.

1.3.2 Commerce international

Echanges internationaux (exportations / importations) en valeur, par destination

Les exportations du Bénin ont connu une forte progression, passant de 2 316 657,2 millions de FCFA en 2022 à 2 457 043,8 millions de FCFA en 2023, soit une augmentation de près de 6,1% après s'être inscrite en baisse en 2020. La répartition géographique des exportations révèle une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux clients du Bénin avec des parts de marché respectives de 78,9% et de 19,5% en 2023. L'Europe, en recueillant 1,2% des ventes à l'étranger en 2023, représente le troisième client du Bénin.

| Zones géographiques | Exportations par destination (en millions de FCFA) | | | | | |
|-----------------------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | |
| | | | | | Valeur | % |
| EUROPE | 44 178,7 | 63 556,2 | 45 383,3 | 33 264,4 | 29 795,1 | 1,2 |
| UNION EUROPEENNE | 32 360,9 | 38 307,4 | 31 507,0 | 24 850,4 | 27 456,4 | 1,1 |
| ZONE EURO | 13 403,8 | 17 954,1 | 13 369,2 | 15 775,2 | 19 521,10 | 0,7 |
| Allemagne | 1 079,7 | 5 294,1 | 712,7 | 1 355,5 | 1 766,5 | 0,1 |
| Belgique | 2 727,0 | 2 071,2 | 4 430,7 | 3 092,5 | 3 455,2 | 0,1 |
| Espagne | 941,9 | 491,3 | 337,5 | 418,5 | 1 044,2 | 0,0 |
| France | 1 812,1 | 3 260,2 | 2 371,0 | 4 194,0 | 3 570,3 | 0,1 |
| Italie | 393,3 | 300,8 | 1 059,4 | 2 444,3 | 1 945,8 | 0,1 |
| Pays bas | 5 487,6 | 6 339,3 | 2 635,1 | 2 761,0 | 7 739,1 | 0,3 |
| Portugal | 962,2 | 197,2 | 1 822,9 | 1 509,5 | 605,3 | 0,0 |
| AUTRES PAYS DE L'UE | 18 957 | 20 353,3 | 18 137,8 | 9 075,2 | 7 329,9 | 0,3 |
| Danemark | 17 776,6 | 18 143,3 | 13 177,1 | 6 904,6 | 6 155,1 | 0,3 |
| Autres | 1 180,4 | 2 210,0 | 4 960,7 | 2 170,6 | 1 174,8 | 0,0 |
| AUTRES PAYS D'EUROPE | 11 817,8 | 25 248,8 | 13 876,4 | 8 414,0 | 2 338,7 | 0,1 |
| Norvège | 0,0 | 2 105,2 | 1 024,5 | 27,6 | 0,0 | 0,0 |
| Suisse | 492,6 | 1,4 | 5,9 | 296,7 | 2 147,1 | 0,1 |
| Autres | 11 325,2 | 23 142,1 | 12 846,0 | 8 089,8 | 191,7 | 0,0 |
| AFRIQUE | 1 397 272,7 | 1 305 176,9 | 1 542 633,5 | 1 870 583,5 | 1 939 651,3 | 78,9 |
| UEMOA | 142 357,8 | 103 945,5 | 102 604,0 | 127 066,0 | 114 636,4 | 4,7 |
| Burkina | 13 469,2 | 19 675,6 | 14 930,0 | 8 198,6 | 6 878,7 | 0,3 |
| Côte d'Ivoire | 6 064,6 | 6 390,0 | 8 536,2 | 10 797,0 | 11 627,1 | 0,5 |
| Mali | 52 158,1 | 24 631,6 | 18 545,9 | 46 369,1 | 21 763,8 | 0,9 |
| Niger | 52 971,6 | 35 858,5 | 40 463,7 | 27 098,7 | 24 780,6 | 1,0 |
| Sénégal | 707,9 | 1 112,1 | 1 326,2 | 956,4 | 3 883,4 | 0,2 |

| | | | | | | |
|------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| Togo | 16 845,7 | 16 198,6 | 18 802,0 | 33 588,2 | 45 655,4 | 1,9 |
| CEDEAO (hors UEMOA) | 1 220 059,9 | 1 179 483,1 | 1 398 622,4 | 1 687 794,7 | 1 772 828,3 | 72,1 |
| Ghana | 1 399,4 | 524,6 | 1 292,5 | 1 144,6 | 827,8 | 0,0 |
| Nigéria | 1 218 660,5 | 1 178 958,5 | 1 397 329,9 | 1 686 650,1 | 1 772 000,5 | 72,1 |
| CEMAC | 6 270,4 | 8 059,8 | 21 583,5 | 19 404,5 | 25 501 | 1,0 |
| Gabon | 3 235,2 | 7 645,1 | 20 286,1 | 17 458,1 | 22 314,5 | 0,9 |
| Tchad | 3 035,2 | 414,7 | 1 297,4 | 1 946,4 | 3 196,5 | 0,1 |
| AUTRES PAYS D'AFRIQUE | 28 584,6 | 13 688,5 | 19 823,7 | 36 318,3 | 26 675,6 | 1,1 |
| Afrique du Sud | 2 658,6 | 115,2 | 138,6 | 161,3 | 197,4 | 0,0 |
| Autres | 25 926,0 | 13 573,3 | 19 685,1 | 36 157,0 | 26 478,2 | 1,1 |
| AMERIQUE | 9 895,0 | 5 444,8 | 3 569,9 | 2 026,7 | 7 354,0 | 0,3 |
| Brésil | 27,9 | 3,0 | 1 647,2 | 49,4 | 24,1 | 0,0 |
| Canada | 34,7 | 36,6 | 63,0 | 145,8 | 668,0 | 0,0 |
| Colombie | 14,7 | 4,0 | 0,0 | 0,0 | 2,0 | 0,0 |
| USA | 9 156,3 | 4 678,0 | 1 359,2 | 1 488,2 | 6 470,3 | 0,3 |
| Autres | 661,4 | 723,2 | 500,4 | 343,3 | 189,6 | 0,0 |
| ASIE | 338 753,4 | 345 172,5 | 427 930,9 | 410 127,8 | 480 242,0 | 19,5 |
| Bangladesh | 134 143,7 | 187 114,8 | 236 877,6 | 253 051,8 | 237 482,0 | 9,7 |
| Chine | 36 786,6 | 32 240,6 | 55 821,4 | 34 567,6 | 33 666,6 | 1,4 |
| Inde | 70 702,7 | 57 674,7 | 56 920,3 | 67 180,6 | 98 536,8 | 4,0 |
| Indonésie | 692,9 | 400,1 | 5 431,7 | 2 556,2 | 570,1 | 0,0 |
| Malaisie | 14 710,5 | 22 915,4 | 8 664,8 | 2 220,6 | 8 823,4 | 0,4 |
| Pakistan | 174,6 | 5 522,2 | 11 506,5 | 23 331,8 | 46 357,1 | 1,9 |
| Singapour | 9 394,7 | 1 871,6 | 1 596,2 | 10,5 | 1 599,4 | 0,1 |
| Taiwan | 0,0 | 1,0 | 39,8 | 47,3 | 903,6 | 0,0 |
| Thaïlande | 444,4 | 520,0 | 122,1 | 10,1 | 767,2 | 0,0 |
| Vietnam | 51 728,2 | 14 698,1 | 28 443,4 | 13 715,2 | 10 755,3 | 0,4 |
| Autres | 19 975,1 | 22 214,0 | 22 507,2 | 13 436,1 | 40 780,4 | 1,7 |
| AUTRE PAYS | 845,5 | 1 137,5 | 363,7 | 654,7 | 1,5 | 0,0 |
| TOTAL | 1 790 945,3 | 1 720 487,8 | 2 019 940,9 | 2 316 657,2 | 2 457 043,8 | 100 |

Source : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale - BENIN, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA se sont établies en 2023 à 114 636,4 millions de FCFA contre 127 066 millions de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 10,8%. Cette baisse s'explique par la réduction des exportations en direction des pays de l'AES (-16,1% pour le Burkina, -53,1% pour le Mali et -8,6% pour le Niger), conséquence de la fermeture des frontières terrestres Bénin-Niger. Les principaux partenaires à l'exportation dans l'UEMOA sont le Togo (1,9%), le Niger (1,0%) et le Mali (0,9%).

Encadré 4 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs

En application des sanctions prises par la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 26 juillet 2023 à l'encontre de la république du Niger, le Bénin a fermé ses frontières avec le Niger le 30 juillet 2023.

Les sanctions ont eu un impact sur les échanges officiels de biens, de services et de revenus entre les deux pays. Au niveau des biens, les exportations officielles du Bénin à destination du Niger ont baissé de 17,7% pour s'établir à 8 915,2 millions de FCFA contre 10 829,1 millions de FCFA enregistré en 2022. Les exportations informelles ont quant à elles fléchi de 2,5% pour se situer à 15 865,4 millions en 2023. En ce qui concerne les importations en provenance du Niger, leurs flux formels ont baissé de 56,6% d'une année à l'autre pour se chiffrer à 4 332,4 millions de FCFA en 2023 contre une hausse de 1,7% des flux informels qui se sont établis à 9 807,6 millions la même année. Au niveau des services, les activités du Port Autonome de Cotonou et le transport de marchandises à destination du Niger ont pâti de cette situation. En effet, le trafic de marchandises du PAC (importations, exportations et transbordement) a baissé de 23,7% au deuxième semestre de 2023 en glissement annuel et les services de transport de marchandises assurés par des camionneurs résidents du Bénin au profit des pays de l'hinterland, dont principalement le Niger, ont replié de 35 289,1 millions de FCFA, passant de 102 055,6 millions en 2022 à 66 766,5 millions en 2023. Par ailleurs, les dépenses touristiques des Béninois au Niger se sont effondrées, passant de 4.366,4 millions de FCFA en 2022 à 924,1 millions de FCFA en 2023, soit une baisse de 78,8%.

Source : BCEAO (2025), *Balance des Paiements et Position Extérieure Globale 2023*, Page 63.

Hors UEMOA, le Nigeria est le principal partenaire africain à l'exportation du Bénin. Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 1 686 650,1 millions de FCFA en 2022 à 1 772 000,5 millions de FCFA en 2023. Les exportations à destination du Nigeria représentent 72,1% des exportations totales en 2023.

En 2023, le Bangladesh (9,7%), l'Inde (4,0%), la Chine (1,4%) et le Pakistan (1,9%) étaient les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en Asie.

| Tableau 10 | Importations de marchandises par origine (en millions de FCFA) | | | | | | |
|------------------|---|-----------|-----------|-----------|------------|--------|---|
| | Zones géographiques | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | |
| | | | | | | Valeur | % |
| EUROPE | 463 124,6 | 520 459,1 | 597 169,0 | 630 577,4 | 707 308,5 | 22,2 | |
| UNION EUROPEENNE | 383 784,2 | 413 536,7 | 493 224,7 | 548 842,6 | 598 188,8 | 18,8 | |
| ZONE EURO | 324 455,9 | 350 565,5 | 419 882 | 454 036 | 450 948,80 | 14,2 | |
| Allemagne | 24 195,1 | 21 928,5 | 28 401,7 | 32 400,6 | 28 518,1 | 0,9 | |
| Belgique | 64 846,5 | 94 588,9 | 88 263,6 | 83 590,1 | 92 483,6 | 2,9 | |

| | | | | | | |
|------------------------------|--------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| Espagne | 23 159,1 | 25 232,1 | 23 606,7 | 61 979,2 | 56 337,2 | 1,8 |
| France | 150 111,2 | 153 296,7 | 219 132,3 | 188 223,6 | 206 776,0 | 6,5 |
| Italie | 14 916,7 | 20 982,9 | 29 321,2 | 30 118,9 | 28 759,3 | 0,9 |
| Pays bas | 44 846,0 | 27 496,7 | 26 528,4 | 54 723,4 | 31 939,3 | 1,0 |
| Portugal | 2 381,3 | 7 039,9 | 4 628,0 | 3 000,1 | 6 135,3 | 0,2 |
| AUTRES PAYS DE L'UE | 59 328,3 | 62 971,2 | 73 342,7 | 94 806,6 | 147 239,90 | 4,7 |
| Danemark | 5 088,6 | 8 836,7 | 13 051,6 | 13 938,2 | 14 343,0 | 0,5 |
| Autres | 54 239,7 | 54 134,5 | 60 291,1 | 80 868,4 | 132 896,9 | 4,2 |
| AUTRES PAYS D'EUROPE | 79 340,4 | 106 922,5 | 103 944,3 | 81 734,8 | 109 119,70 | 3,4 |
| Norvège | 8 026,5 | 9 319,1 | 6 605,8 | 5 290,2 | 12 839,7 | 0,4 |
| Suisse | 5 959,0 | 20 219,2 | 31 473,9 | 41 912,9 | 45 268,5 | 1,4 |
| Autres | 65 354,9 | 77 384,2 | 65 864,7 | 34 531,8 | 51 011,5 | 1,6 |
| AFRIQUE | 1 009 636,4 | 845 070,2 | 984 997,6 | 1 034 652,2 | 1 167 904,1 | 36,7 |
| UEMOA | 207 028,4 | 221 282,2 | 188 988,0 | 206 305,1 | 198 280,7 | 6,2 |
| Burkina | 2 889,9 | 3 506,8 | 7 723,0 | 10 561,8 | 9 437,4 | 0,3 |
| Côte d'Ivoire | 37 640,6 | 32 678,6 | 31 228,3 | 40 292,7 | 43 898,1 | 1,4 |
| Mali | 12 335,1 | 11 984,3 | 12 299,0 | 13 454,8 | 11 651,5 | 0,4 |
| Niger | 15 376,6 | 17 611,9 | 15 182,3 | 19 622,1 | 14 140,0 | 0,4 |
| Sénégal | 15 471,8 | 11 725,6 | 16 649,6 | 18 142,0 | 20 792,4 | 0,7 |
| Togo | 123 229,2 | 143 277,4 | 105 904,5 | 104 230,1 | 98 349,8 | 3,1 |
| CEDEAO (hors UEMOA) | 677 489,2 | 547 518,1 | 639 758,4 | 720 939,5 | 847 177,6 | 26,6 |
| Ghana | 25 283,4 | 21 239,4 | 23 243,8 | 27 234,3 | 38 676,2 | 1,2 |
| Nigéria | 652 205,8 | 526 278,7 | 649 033,7 | 693 705,2 | 808 501,4 | 25,4 |
| CEMAC | 7 412,9 | 13 441,4 | 15 811,3 | 230,3 | 4 737,3 | 0,1 |
| Gabon | 270,4 | 114,3 | 387,4 | 87,6 | 34,5 | 0,0 |
| Tchad | 0,4 | 26,4 | 173,9 | 142,7 | 4 702,8 | 0,1 |
| AUTRES PAYS D'AFRIQUE | 117 705,8 | 62 828,5 | 106 887,8 | 107 177,2 | 117 708,6 | 3,7 |
| Afrique du Sud | 7 412,5 | 13 415,0 | 15 663,2 | 12 323,0 | 57,8 | 0,0 |
| Autres | 117 435,4 | 62 714,2 | 107 507,2 | 94 854,2 | 117 650,8 | 3,7 |

| | | | | | | |
|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| AMERIQUE | 99 349,3 | 86 623,4 | 90 002,9 | 141 647,5 | 159 995,2 | 5,0 |
| Brésil | 24 632,3 | 28 919,1 | 30 268,9 | 23 683,9 | 22 934,5 | 0,7 |
| Canada | 3 423,0 | 2 435,8 | 4 747,6 | 5 036,6 | 5 345,3 | 0,2 |
| Colombie | 395,3 | 60,3 | 16,6 | 95,6 | 26,1 | 0,0 |
| USA | 41 582,8 | 51 246,1 | 49 965,9 | 102 647,3 | 124 815,9 | 3,9 |
| Autres | 29 315,8 | 3 962,1 | 5 003,8 | 10 184,1 | 6 873,4 | 0,2 |
| ASIE | 732 146,2 | 589 052,5 | 882 254,5 | 1 253 013,5 | 1 149 722,0 | 36,1 |
| Bangladesh | 96,8 | 99,5 | 342,8 | 593,6 | 14,4 | 0,0 |
| Chine | 190 070,9 | 168 780,7 | 225 224,9 | 338 931,6 | 351 261,0 | 11 |
| Inde | 233 984,6 | 171 601,8 | 308 608,5 | 367 675,9 | 409 850,4 | 12,9 |
| Indonésie | 21 861,4 | 8 995,2 | 28 924,1 | 11 442,4 | 37 409,0 | 1,2 |
| Malaisie | 19 988,5 | 18 166,1 | 24 617,5 | 26 182,5 | 60 692,0 | 1,9 |
| Pakistan | 19 943,2 | 15 187,9 | 13 758,1 | 21 021,8 | 11 409,1 | 0,4 |
| Singapour | 7 601,4 | 25 867,7 | 24 012,7 | 14 626,7 | 29 878,0 | 0,9 |
| Taiwan | 556,5 | 2 144,9 | 1 572,8 | 17 650,7 | 19 505,0 | 0,6 |
| Thaïlande | 92 541,9 | 43 223,2 | 57 202,2 | 93 143,6 | 29 381,1 | 0,9 |
| Vietnam | 4 448,0 | 3 668,6 | 11 678,9 | 7 953,7 | 1 264,9 | 0,0 |
| Autres | 141 052,9 | 131 316,9 | 186 612,0 | 353 791,0 | 199 057,2 | 6,2 |
| AUTRE PAYS | 5 665,5 | 527,0 | 994,5 | 880,1 | 962,0 | 0,0 |
| TOTAL | 2 309 922,1 | 2 041 732,1 | 2 555 418,5 | 3 060 770,7 | 3 185 891,7 | 100 |

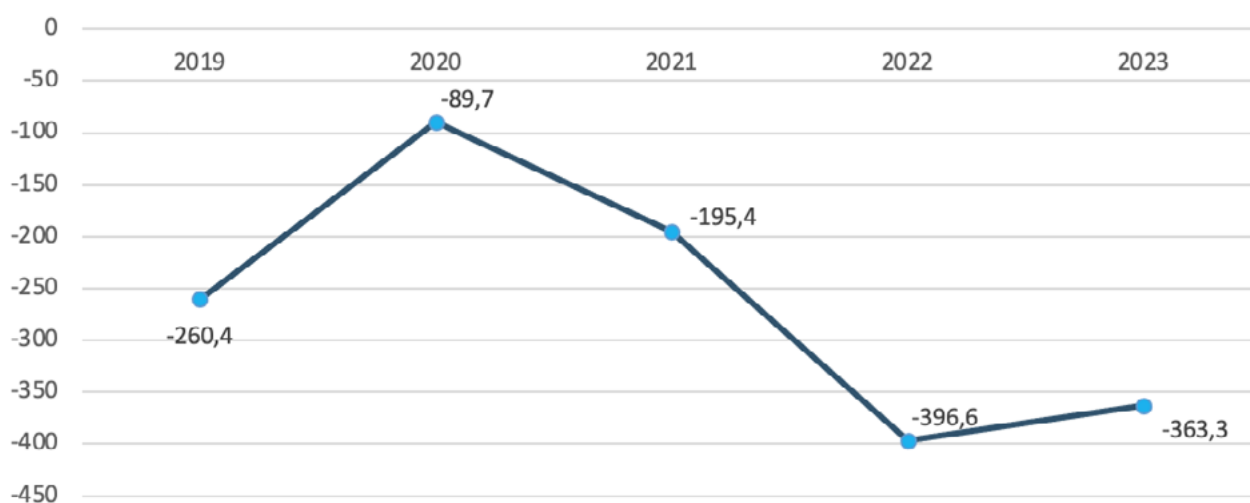
Source : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale - BENIN, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Les importations du Bénin se sont accrues de près de 4,1% entre 2022 et 2023, passant de 3 060 770,7 millions de FCFA à 3 185 891,7 millions de FCFA. En 2023, les principaux partenaires du Bénin à l'importation se trouvent en Afrique (36,7%), en Asie (36,1%) et en Europe (22,2%). Les importations en provenance de l'UEMOA représentent 6,2% des importations totales du Bénin en 2023.

Au niveau pays, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2023 sont le Nigeria (25,4%), le Togo (3,1%), la Côte d'Ivoire (1,4%) et le Ghana (1,2%). En Asie, en 2023, l'Inde est le premier partenaire du Bénin (12,9%) suivi de la Chine (11%), de la Malaisie (1,9%) et de l'Indonésie (1,2%). La France est le principal partenaire européen à l'importation du Bénin avec une part de 6,5% en 2023 en hausse de 0,4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Graphique 2

Evolution du solde de la balance commerciale de 2019 à 2023 (en milliard de Francs CFA)



Source : Réalisé à partir des données issues de : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale-BENIN 2023, Mai 2025.

Le Bénin enregistre une balance commerciale structurellement déficitaire depuis des années en lien principalement avec la faiblesse de ses exportations, pour l'essentiel composées de produits agricoles, et la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur, pour son approvisionnement en produits alimentaires et énergétiques. La balance commerciale du Bénin s'est considérablement détériorée à partir de 2021 pour s'établir à -363,3 milliards de FCFA en 2023. La promotion des filières à haute valeur ajoutée tels que l'ananas, l'anacarde, le manioc, etc., l'essor régulier de la production de coton, la promotion des investissements notamment avec l'opérationnalisation de la zone économique spéciale de Glo djigbé et les investissements consentis dans le secteur énergétique pour accroître la capacité énergétique du pays et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, devraient permettre de réduire le déficit commercial du pays.

Echanges internationaux (exportations / importations) en valeur, par produit

La structure des exportations du Bénin est dominée par les produits d'origine agricoles. En effet, les exportations restent dominées en 2023 par les produits du coton qui représentent 54,7% des exportations totales suivis de la noix d'anacarde et du soja qui comptent respectivement pour 10,7% et 9,4%.

La valeur de coton fibre exportée a baissé de 15,2%, passant de 368 847,4 millions de FCFA en 2022 à 312 742,5 millions de FCFA en 2023. Il est à noter que la quantité de coton fibre exportée a baissé de 25,2%, évoluant de 325 966,9 tonnes en 2022 à 243 852,0 tonnes en 2023, dans un contexte où la campagne cotonnière 2022-2023 s'est soldée par une production de coton graine de 588 110,0 tonnes contre 766 036,0 tonnes lors de la campagne précédente. Cette baisse des exportations de coton fibre est à mettre en relation non seulement avec la baisse de la production, mais aussi avec la mise en œuvre de la stratégie de transformation industrielle du coton béninois dans les industries textiles du pays.

La noix de cajou est le deuxième produit d'exportation agricole du Bénin après le coton. Les exportations de noix de cajou se sont élevées à 68 116,9 millions en 2023, en hausse de 229,6% par rapport à 2022 où elles s'étaient établies à 20 667,4 millions. Cette forte progression est à mettre à l'actif de la réglementation récente du secteur, notamment l'interdiction par les pouvoirs publics des sorties du produit par des canaux autres que le port autonome de Cotonou. Pour augmenter le potentiel de production dans le

secteur, en lien avec l'essor de la transformation locale, le gouvernement du Bénin a initié en 2022 en faveur des producteurs, plusieurs projets de développement de la filière dont l'installation de 20 000 hectares de nouvelles plantations et la réhabilitation de 70 000 hectares de plantations existantes.

Le Bénin exporte également le karité, l'ananas, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques jusqu'en juillet 2023 où son exportation a été interdite par décision gouvernementale.

| Tableau 11 | Exportations par produit (en millions de FCFA) | | | | |
|---------------------------------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Produits | | | | | |
| Produits du coton | 325 465,6 | 319 250,8 | 400 603,6 | 421 637,1 | 349 858,4 |
| Produits du palmier | 11 236,1 | 3 314,5 | 1 587,7 | 1 104,6 | 2 215,9 |
| Autres produits | 161 676,8 | 163 225,7 | 166 788,7 | 137 319,9 | 287 356,7 |
| Total statistiques officielles | 498 378,5 | 485 791,0 | 568 980,0 | 560 061,6 | 639 431,0 |
| Ajustement de Champ | 1 292 566,8 | 1 234 696,8 | 1 450 901,4 | 1 756 539,3 | 1 817 612,8 |
| dont réexportation | 788 073,0 | 684 058,9 | 844 156,1 | 1 166 600,9 | 1 206 642,4 |
| Total | 1 790 945,3 | 1 720 487,8 | 2 019 881,4 | 2 316 657,2 | 2 457 043,8 |

Source : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale – BENIN 2023, Mai 2025.

Les importations du Bénin se caractérisent par une structure plus diversifiée. Le pays importe principalement des produits alimentaires, des matières premières et biens intermédiaires, des biens d'équipements et des produits énergétiques.

| Tableau 12 | Importations de biens (en millions de FCFA) | | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Poste | | | | | |
| Produits alimentaires | 649 647,3 | 470 274,9 | 630 056,3 | 684 339,1 | 736 980,7 |
| Autres biens de consommation courante | 163 739,0 | 177 044,8 | 204 237,4 | 275 182,0 | 256 976,2 |
| Produits énergétiques | 341 288,8 | 284 573,1 | 279 252,7 | 445 216,8 | 404 836,9 |
| Matières premières et biens intermédiaires | 269 772,3 | 240 156,9 | 310 799,8 | 505 002,9 | 430 022,5 |
| Biens d'équipement | 270 406,3 | 268 183,7 | 397 157,7 | 398 348,0 | 572 204,9 |
| Produits divers | 18 740,4 | 65 315,2 | 85 804,8 | 72 022,6 | 76 631,6 |
| Total statistiques officielles | 1 713 594,2 | 1 505 548,7 | 1 907 308,8 | 2 380 111,3 | 2 477 652,8 |
| Ajustement de champ | 596 327,9 | 536 183,4 | 648 109,7 | 680 659,4 | 708 239,0 |
| Commerce non enregistré | 596 327,9 | 536 183,4 | 648 109,7 | 680 659,4 | 708 239,0 |
| Total importations de biens CAF | 2 309 922,1 | 2 041 732,1 | 2 555 418,5 | 3 060 770,7 | 3 185 891,7 |

Source : BCEAO - Balance des paiements et position extérieure globale – BENIN 2023, Mai 2025.

Les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 29,7% en 2023 contre 28,8% en 2022. Ils ont progressé de 7,7% en valeur d'une année à l'autre. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle en direction du Nigeria. Il s'agit principalement du riz, dont les importations ont atteint 396 224,8 millions de FCFA en 2023 contre 417 062,4 millions de FCFA en 2022.

S'agissant des biens d'équipements, ils ont représenté 23,1% des importations officielles en 2023 contre 16,7% en 2022. En valeur, ils se sont accrus de 43,6% pour s'établir à 572 204,9 millions de FCFA. Cette hausse a été imprimée par l'effet combiné de la progression des importations de machines et appareils (+46,5%) et des importations de matériels de transport (+37,2%). Cette progression des importations de biens d'équipement, est en lien avec les mesures d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les matériels et équipements neufs importés, contenues dans la loi de finance 2023 pour promouvoir l'installation d'unités de production industrielle. Ces mesures ont été renouvelées dans les lois de finance 2024 et 2025.

En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 404 836,9 millions de FCFA, soit 16,3% des importations totales en 2023, en diminution de 9,1% par rapport à 2022.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en baisse de 14,8% sur un an pour atteindre 430 022,5 millions de FCFA en 2023. Elles représentent 17,4% des importations totales.

1.3.3 Investissements directs étrangers

IDE par pays d'origine

Les flux nets d'investissements directs étrangers (IDE) en direction du Bénin ont connu une progression plus ou moins régulière sur la période sous revue, en atteignant un pic de 385 millions de dollars en 2023. Les flux nets d'IDE sont passés de 191 millions de dollars en 2019 à 385 millions de dollars en 2023 soit un accroissement de 101,6%.

Quant au stock d'IDE entrant comme sortant, ils ont connu une progression régulière passant respectivement de 2421 et 285 millions de dollars en 2019 à 3711 et 440 millions de dollars en 2023.

| Tableau 13 | IDE au Bénin (millions de dollars US) | | | | |
|--------------|---------------------------------------|------|------|------|------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Flux | 191 | 152 | 303 | 329 | 385 |
| Entrant | 218 | 174 | 346 | 376 | 434 |
| Sortant | 27 | 22 | 43 | 47 | 49 |
| Stock | | | | | |
| Entrant | 2421 | 2831 | 2945 | 3154 | 3711 |
| Sortant | 285 | 334 | 349 | 376 | 440 |

Source : CNCUCED, Base de données, consultation : Vendredi 18 Juillet 2025

L'évolution des IDE sur la période sous revue est en rapport essentiellement avec le regain de dynamisme des secteurs de la transformation agroalimentaire, des industries, des services, du commerce, des BTP et du tourisme.

| Tableau 14 | Part du stock d'IDE par région d'origine, 2021 |
|------------------------|--|
| Région d'origine | Part du stock d'IDE (%) |
| Autres pays de l'UEMOA | 14,0 |
| Zone Euro | 33,1 |
| Europe hors UE | 2,4 |
| Afrique hors CEDEAO | 8,5 |
| CEMAC | 1,9 |
| Amérique | 1,7 |
| Asie | 25,2 |
| Total | 86,8 |

Source : Estimations à partir des données issues de la base des Données Economiques et Financières de la BCEAO, <https://edenpub.bceao.int/> consulté le Vendredi 18 Juillet 2025.

La structure du stock d'IDE à fin 2021 révèle une faible diversification des sources de provenance. En effet, les sources des investissements directs étrangers au Bénin sont essentiellement la Zone Euro avec 33,1%, suivi de l'Asie avec 25,2% et des autres pays de l'UEMOA avec 14,0%. Si l'arrimage du FCFA à l'euro peut expliquer le poids prépondérant de la zone euro, celle de l'Asie s'explique par l'implantation de plusieurs entreprises chinoises, indiennes et pakistanaises dans le domaine des BTP et de l'industrie agroalimentaire.

1.4 SYSTÈME MONÉTAIRE

1.4.1 Offre de monnaie

7. La masse monétaire s'est accrue de 1,4% à fin décembre 2024, après une baisse de -0,4% en 2023. Cette dynamique s'explique essentiellement par la contraction des actifs extérieurs nets (-253,4 milliards de FCFA ou -14,6%) qui a été atténuée par la hausse des créances intérieures (+406,6 milliards de FCFA ou +16,1%). L'augmentation des créances intérieures résulte de la hausse, des créances sur l'économie (+220,4 milliards de FCFA ou +8,6%) et celle des créances nettes des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales (186,3 milliards de FCFA ou +776,3%). Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 253,4 milliards de FCFA pour ressortir à 1 476,4 milliards de FCFA, à fin décembre 2024. Cette évolution s'explique par la baisse de 54 milliards de FCFA des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et une contraction de 199,4 milliards de FCFA de ceux des banques.

| Tableau 15 | Situation monétaire du Bénin (en milliards de FCFA) | | | | | |
|---|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Actifs extérieurs nets | 1 232,7 | 1 539,8 | 2 137,2 | 2 146,9 | 1 729,8 | 1 476,4 |
| Banque centrale | 314,1 | 260,3 | 144,1 | -171,6 | -563,6 | -617,6 |
| Banques | 918,7 | 1 279,5 | 1 993,1 | 2 318,4 | 2 293,4 | 2 094,0 |
| Créances intérieures | 1 443,4 | 1 714,4 | 1 706,2 | 2 119,7 | 2 527,8 | 2 934,4 |
| Créances nettes sur l'Administration | -207,1 | 52,3 | -71,2 | 3,4 | -24,0 | 162,3 |
| Banque centrale | -167,8 | 7,9 | 87,5 | 53,3 | 348,7 | 461,6 |
| Banques | -39,3 | 44,4 | -158,7 | -49,9 | -372,7 | -299,4 |
| Créances sur l'économie | 1 650,5 | 1 662,1 | 1 777,4 | 2 116,3 | 2 551,7 | 2 772,1 |
| Offre de monnaie (M2) | 2 346,0 | 2 751,9 | 3 210,5 | 3 628,3 | 3 613,9 | 3 663,6 |
| Circulation fiduciaire | 562,9 | 707,2 | 758,0 | 862,0 | 811,0 | 832,3 |
| Dépôt | 1 783,1 | 2 044,8 | 2 452,5 | 2 766,3 | 2 802,9 | 2 831,3 |
| % de variation observée au 31 décembre de n-1 à n | | | | | | |
| Actifs extérieurs nets | 4,1 | 24,9 | 38,8 | 0,46 | -19,4 | -14,6 |
| Créances intérieures | -6,5 | 18,8 | -0,48 | 24,2 | 19,3 | 16,1 |
| Créances nettes sur l'Administration | -285,7 | -125,3 | -236,1 | -104,8 | -805,9 | -776,3 |
| Banque centrale | -25,8 | -104,7 | 1 007,6 | -39,1 | 554,2 | 32,4 |
| Banques | -111,6 | -212,9 | -457,4 | -68,6 | 646,9 | -19,7 |
| Créances sur l'économie | 15,2 | 0,7 | 6,9 | 19,1 | 20,6 | 8,6 |
| Offre de monnaie (M2) | 6,0 | 17,3 | 16,7 | 13 | -0,4 | 1,4 |

Source : Base des Données Economiques et Financières de la BCEAO, <https://edenpub.bceao.int/>

L'augmentation du rythme de progression de la masse monétaire s'est reflétée au niveau de ses principales composantes à savoir, la circulation fiduciaire et les dépôts. Le taux de progression annuelle de la circulation fiduciaire est ressorti à 2,6% à fin décembre 2024 contre -5,9% à fin décembre 2023. Les dépôts, quant à eux, ont augmenté de 1,0% à fin décembre 2024, après 1,3% un an plus tôt.

1.4.2 Environnement bancaire : vue d'ensemble

8. Le total du bilan des établissements de crédit du Bénin a progressé depuis 2021, de 5 281,8 milliards de FCFA pour atteindre 6 418,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2023 (+24,36%). Les emplois du système bancaire se sont établis à 6 191,6 milliards de FCFA à fin 2023, en progression de +8,5% sur l'année portée par la hausse des crédits à la clientèle. Cette évolution résulte de la reprise des activités post covid-19 et de l'accroissement du financement de l'économie par les établissements de crédit. A l'instar des années précédentes, la structure des emplois reste dominée par les crédits à la clientèle (49,7%) et les titres de placement (44,0%). Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 17,2%, pour atteindre 3 079,8 milliards de FCFA à fin 2023, après une progression de 32,1% un an plus tôt.

| Tableau 16 | Actifs et passifs des banques commerciales (en milliards de Francs CFA) | | | | |
|--|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Opérations de trésorerie et interbancaire | 506,4 | 512,5 | 704,7 | 358,6 | 387,7 |
| Opérations avec la clientèle | 2 049 | 1 820,6 | 1 990,4 | 2 628,4 | 3 079,8 |
| Opérations sur titres et opérations diverses | 1 494,1 | 1 709,9 | 2 364,3 | 2 719,0 | 2 724,1 |
| Valeurs immobilisées | 203 | 204,2 | 222,4 | 218,9 | 226,9 |
| Actionnaires ou associés | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 4 252,5 | 4 247,2 | 5 281,8 | 5 924,9 | 6 418,5 |
| Opérations de trésorerie et interbancaire | 1 004,1 | 984,9 | 1 375,4 | 1 494,4 | 1 503,6 |
| Opérations avec la clientèle | 2 871,9 | 2 839,3 | 3 408,2 | 3 873,2 | 4 294,6 |
| Opérations sur titres et opérations diverses | 97,7 | 83,6 | 104,9 | 119,4 | 114,3 |
| Versements restant à effectuer sur Immobilisations financières | 0,035 | 0,032 | 0,035 | 0,037 | 0,036 |
| Capitaux propres et assimilés | 278,7 | 339,4 | 393,3 | 437,9 | 505,9 |
| TOTAL DU PASSIF | 4 252,5 | 4 247,2 | 5 281,8 | 5 924,9 | 6 418,5 |

Source : Commission bancaire de l'UMOA (2024), Rapport annuel 2023.

9. Le taux créditeur moyen est ressorti à 5,38% en 2024, après une réalisation de 5,35% en 2019, soit une hausse de 3,0 points de base. Le taux débiteur moyen est ressorti à 7,24% en 2024 contre 7,31% en 2019, soit une baisse de 7,0 points de base. Sous l'angle de la maturité du crédit, il ressort que la hausse la plus importante des taux débiteurs a été observée pour les crédits dont la durée est supérieure à 10 ans (203,0 points de base).

| Tableau 17 | Taux débiteurs et créditeurs (en %) | | | | | |
|---|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| TAUX DEBITEUR (moyenne pondéré, en %) | | | | | | |
| inf ou égale à 1 mois | 7,78 | 6,80 | 7,14 | 7,20 | 7,66 | 7,49 |
| sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois | 7,56 | 7,13 | 7,66 | 8,02 | 7,75 | 8,07 |
| sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois | 8,56 | 7,37 | 7,49 | 7,45 | 7,40 | 7,27 |
| sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an | 7,32 | 6,85 | 6,53 | 7,12 | 7,18 | 7,29 |
| sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans | 7,45 | 7,69 | 7,23 | 7,05 | 6,99 | 6,88 |
| sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans | 6,64 | 7,14 | 7,00 | 6,74 | 7,26 | 7,68 |
| sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans | 7,37 | 7,40 | 6,57 | 6,81 | 7,07 | 6,93 |
| Plus de 10 ans | 5,80 | 6,14 | 7,00 | 6,77 | 7,10 | 7,83 |
| Total | 7,31 | 7,16 | 6,91 | 7,08 | 7,30 | 7,24 |
| TAUX CREDITEUR (moyenne pondéré, en %) | | | | | | |
| inf ou égale à 1 mois | 3,99 | 3,21 | 5,43 | 5,29 | 5,30 | 5,30 |
| sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois | 5,65 | 5,25 | 5,71 | 5,29 | 5,29 | 5,31 |
| sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois | 4,58 | 5,56 | 5,42 | 5,64 | 5,90 | 5,54 |
| sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an | 5,56 | 5,63 | 5,19 | 5,11 | 5,09 | 5,17 |
| sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans | 5,55 | 5,22 | 5,11 | 5,41 | 5,39 | 5,54 |
| sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans | 5,50 | 5,64 | 5,26 | 5,19 | 5,29 | 5,64 |
| sup ou égale à 10 ans | 6,01 | 5,96 | 5,59 | 5,63 | 5,97 | 5,75 |
| Non déterminée | 5,56 | 5,51 | 5,46 | 4,77 | 5,17 | 5,56 |
| Total | 5,35 | 5,54 | 5,44 | 5,23 | 5,31 | 5,38 |

Source : BCEAO, Rapport sur les conditions des banques dans l'UEMOA en 2024 – Juillet 2025



2 QUALITÉ DE SIGNATURE

2.1 CLIMAT DES AFFAIRES

Depuis quelques années, le Bénin offre aux investisseurs un environnement favorable, attractif et incitatif pour les investissements, et qui se trouve en constante amélioration. Cet attrayant climat des affaires est la conséquence directe et positive des nombreuses réformes majeures opérées par le gouvernement.

10. L'Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) qui évalue les performances des pays africains en matière de gouvernance, hisse le Bénin à la 13ème place sur 54, avec un score de 58,9 points sur 100 en 2023¹¹. Ce score, en progression de +3,4 points entre 2014 et 2023, est supérieur à la moyenne continentale (49,3) et à la moyenne régionale en Afrique de l'ouest (52,6). Depuis 2014, le score du Bénin a progressé dans deux des quatre catégories de l'IIAG, à savoir « Fondements des opportunités économiques » et « Développement humain ». Il a toutefois régressé le plus dans la catégorie « Participation, droits et inclusion », en raison d'un recul dans les sous-catégories « Participation » et « Droits ». Il s'est amélioré dans 11 des 16 sous-catégories notamment, dans toutes les sous-catégories des catégories « Fondement des opportunités économiques » et « Développement humain ». La catégorie ayant enregistré la détérioration du plus grand nombre de sous-catégories est « Sécurité et état de droits ». En 2023, les meilleurs scores sont obtenus dans les sous catégories « Sécurité et sûreté, Parité et Administration publique » ; tandis que, « Infrastructures, Protection sociale et services sociaux », « Redevabilité et transparence » affichent les plus faibles scores.
11. Le Bénin a enregistré ces dernières années des progrès dans la perception de la corruption, comme le montre le classement de Transparency international (TI) de 2024. En effet, l'indice de perception de la corruption (IPC) de TI pour 2024 donne au Bénin un score de 45 sur 100¹², le score de 100 correspondant au plus faible niveau de corruption perçue, en amélioration au score de 39 sur 100 dans l'IPC 2017. Le Bénin passe ainsi de la 85ème à la 69ème place sur 180 pays. Ce progrès substantiel a été possible grâce à la détermination du gouvernement à mener une lutte contre la corruption et la préemption des ressources de l'Etat. D'importantes dispositions relatives à la lutte contre la corruption ont été prises au nombre desquels le vote et la promulgation des lois¹³ portant code pénal et création de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET). Les dispositions du code comprennent des éléments dans l'ensemble conformes à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC) concernant la définition de la corruption des agents publics nationaux, de celle des agents publics étrangers ou fonctionnaires d'organisations internationales, du trafic d'influence, de l'abus de fonctions, de l'enrichissement illicite ainsi que de la corruption au sein du secteur privé.

11 Fondation Mo Ibrahim-IIAG, Rapport de l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique 2024.

12 Transparency International, Corruption Perceptions Index 2024.

13 Loi N° 2022-37 du 20 décembre 2022, modifiant et complétant les dispositions portant code pénale en République du Bénin et Loi N° 2018-13 du 2 juillet 2018 relative à la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme.

Le code inclut également des infractions non listées dans la CNUCC telles que la corruption liée à la commande publique et la corruption dans le cadre du recrutement de fonctionnaires. La lutte contre la corruption est pour l'essentiel juridictionnalisée au travers de la CRIET créée en 2018, qui s'appuie sur la Brigade Economique et Financière (BEF). Il est à noter l'opérationnalisation du Haut-Commissariat pour la prévention de la Corruption (HCPC) depuis juin 2024.

12. La dernière évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) organisée par la Banque Mondiale, au profit de 39 pays éligibles à l'assistance de l'Association Internationale de Développement (IDA) en Afrique Subsaharienne, a révélé que le Bénin a enregistré une progression de son score CPIA passant de 3,8 en 2022 à 3,9 en 2023¹⁴ (échelle d'évaluation : 1 à 6). Avec ce score de 3,9, le Bénin est hissé à la deuxième position en Afrique après le Rwanda et premier pour l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest concernés par l'évaluation. Cette performance dénote de la qualité de la gouvernance des politiques publiques et des institutions de l'Etat.

2.2 GOUVERNANCE FINANCIÈRE

13. La mission de diagnostic de la gouvernance conduite par le FMI¹⁵ sur la période du 7 juin au 27 septembre 2022 à la demande des autorités béninoises a mis en lumière des évolutions très positives liées à plusieurs réformes abouties et en cours. Les progrès enregistrés concernent en particulier les finances publiques (mise en place réussie des budgets programme, transparence budgétaire, réforme de l'audit et du contrôle internes, création d'une cour des comptes), la politique fiscale (renforcement de la gouvernance des dépenses fiscales), l'état de droit (accessibilité de la législation, création d'une justice commerciale, développement des e-procédures) et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (rénovation du cadre juridique et adoption d'un plan d'action suite au rapport du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent).

Le rapport des services du FMI pour la consultation au titre de l'article IV de décembre 2024 fait observer que le gouvernement poursuit ses efforts pour renforcer les contrôles de la corruption et consolider l'état de droit en s'appuyant sur les progrès déjà réalisés. Les autorités ont adopté en décembre 2023 un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de la mission du diagnostic de la gouvernance au Bénin, qui comprend vingt et une mesures de réforme (Ces mesures s'appuient sur le diagnostic de gouvernance du FMI). L'opérationnalisation du Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption (HCPC) est en voie d'achèvement, et des efforts sont en cours pour améliorer son cadre juridique afin d'accroître son indépendance et son autorité. Les autorités s'engagent à renforcer la transparence budgétaire par diverses réformes, notamment l'alignement de la Cour des comptes sur les normes internationales, l'achèvement du processus de passation électronique des marchés publics et l'audit des marchés publics à enjeux élevés par des auditeurs indépendants. La transparence financière serait améliorée, notamment en veillant à ce que les entreprises publiques se conforment à l'obligation légale de publier leurs états financiers.

2.3 NOTATION SOUVERAINE

14. Le 16 octobre 2024, l'agence internationale de notation financière S&P a confirmé la notation à BB- avec une perspective révisée de stable à positive attribuée à la République du Bénin en avril 2024. Le 21 février 2025, l'agence internationale de notation financière Fitch a maintenu la notation de B+ attribuée à la République du Bénin en octobre 2021, avec une perspective stable. L'agence Moody's a confirmé le 27 février 2025 la note B1 avec une perspective positive attribuée à la République du

¹⁴ Banque Mondiale, CPIA Afrique 2024.

¹⁵ RAPPORT D'ASSISTANCE TECHNIQUE—Diagnostic de la Gouvernance, N°23/191, Juin 2023.

Bénin en mars 2021. En octobre 2024, l'agence de notation Bloomfield a confirmé sa notation en monnaie locale de la République du Bénin à A1- à court terme et rehausser la note de long terme de A à A+, avec une perspective stable attribuée en juin 2023.

15. Ces décisions attestent de la résilience des fondamentaux économiques du Bénin dans un contexte d'instabilités internationales et régionales accrues. Les agences saluent les perspectives de croissance très favorables du pays, et une accélération de la consolidation budgétaire anticipée dès 2023. Elles rappellent le fort dynamisme économique enregistré par le Bénin depuis 2017 en dépit des chocs externes successifs, avec une croissance supérieure à celle des pays de notation équivalente. Les agences anticipent une croissance de plus de 6,5% en moyenne sur la période 2025-2027. Ces projections sont portées par la solidité des politiques économiques menées par les autorités et l'exécution efficace du Programme d'Actions du Gouvernement. Les agences soulignent en particulier le développement rapide de la zone économique spéciale de Glo Djigbé (GDIZ), qui participe à la transformation structurelle de l'économie béninoise et au développement de secteurs à forte valeur ajoutée.
16. Par ailleurs, elles prévoient une amélioration de la performance budgétaire du Bénin à court terme, portée par l'augmentation continue des recettes budgétaires et une stratégie de dépenses ciblées vers les secteurs les plus stratégiques. La réduction du déficit budgétaire observée en 2024 devrait se poursuivre à moyen terme. Le déficit devrait se stabiliser autour de 2,9 % du PIB sur la période 2025-2026, en dessous du seuil de 3,0% de l'UEMOA. La réduction du déficit et une forte croissance du pays à moyen terme entraîneront une baisse de la dette publique qui passera de 53,6 % du PIB en 2024 à 51 % en 2026 (Fitch)¹⁶.
17. Enfin, les agences ont souligné la qualité de la stratégie de financement du Bénin, et la gestion proactive de la dette par les autorités. La structure favorable de la dette publique du Bénin, le soutien des bailleurs internationaux, et la capacité de mobilisation de financements innovants permettent de limiter efficacement les répercussions de la remontée globale des taux d'intérêts sur le Bénin.

| Tableau 18 | | Actifs et passifs des banques commerciales (en milliards de Francs CFA) | |
|--------------------|--|--|--|
| Agence de notation | Notation souveraine actuelle | Notation souveraine précédente | |
| S&P | BB- (Depuis le 19/04/2024) Perspective : Positive | B+ (Depuis le 05/07/2018) | |
| Fitch | B+ (Depuis le 29/10/2021) Perspective : Stable | B (Depuis le 08/02/2019) | |
| Moody's | B1 (Depuis le 09/03/2021) Perspective : Positive | B1 (Depuis le 18/06/2019) | |
| Bloomfield | A1- à Court Terme et A+ à Long Terme (Depuis le 05/10/2024) Perspective : Stable | A2 à Court Terme et A- à Long Terme (Depuis le 05/08/2019) | |

Source : CAGD, Divers rapports de Notation, Notation souveraine – CAGD – Bénin Debt Info. MEF, Divers communiqués.

16 Rating Action Commentary, Fitch Ratings - Paris - 21 Feb 2025: Fitch Ratings has affirmed Benin's Long-Term Foreign-Currency Issuer Default Rating (IDR) at 'B+' with a Stable Outlook. [Fitch Affirms Benin at 'B+'; Outlook Stable](#)

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT : PRÉSENTATION ET PROJETS STRUCTURANTS

3.1 RÉALISATION ET ACHÈVEMENTS RÉCENTS

18. Pour raison de parcimonie, seuls les secteurs suivants sont pris en compte : infrastructures et transports, énergie, numérique, agriculture, tourisme, mines et hydrocarbures. Les secteurs non pris en compte sont : arts et culture, éducation, santé, eau et assainissement, sport, protection sociale, sécurité, décentralisation, justice.

► Infrastructures et transports

Le Bénin au regard de sa situation géographique, est un couloir naturel de transit reliant certains pays de l'Afrique de l'Ouest. Pour capitaliser sur cet atout, le plan gouvernemental mis en place dès 2016, a fait des infrastructures de transport un levier stratégique pour le développement du Bénin en mettant un accent particulier sur l'amélioration des infrastructures de transport, de logistique et de commerce.

Dans le sous-secteur des infrastructures de transport routier, d'importants efforts sont enregistrés en termes de réhabilitations et de constructions de routes. De 2016 à 2024, plus de 2156 km de routes ont été aménagés et bitumés, améliorant significativement la modernité du réseau routier et des corridors économiques. Les principales réalisations concernent :

- L'aménagement et le bitumage de la route des pêches (phase 2) et de la corniche Est de Cotonou
- La modernisation et l'extension du port de Cotonou ;
- Le réaménagement du boulevard de la Marina (5,7km) ;
- La construction d'une route de contournement nord de Cotonou (40km) et de son barreau de liaison (5,7km) ;
- L'aménagement et le bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara (210 km).

Dans le sous-secteur du transport aérien, on note sur la période 2022-2024, la rénovation, la modernisation et l'extension de l'aéroport international de Cotonou afin de le rendre plus accueillant et plus attractif.

En matière de transport maritime, l'amélioration de la gouvernance du Port Autonome de Cotonou (PAC) est effective depuis 2018, par sa mise sous gestion déléguée par le Port d'Anvers International, concomitamment à la rénovation et à la modernisation progressive des infrastructures portuaires existantes et la construction (en cours) d'un centre des affaires maritimes. Par ailleurs, le réaménagement de l'axe routier autour du Port de Cotonou contribue à améliorer la circulation des personnes et des biens dans la zone portuaire.

Somme toute, il convient de retenir que les infrastructures construites ou reconstruites sont des réseaux structurants en adéquation avec les pôles de développement économique (ports, aéroports, centres touristiques, grands marchés, zone économique spéciale, trafics transfrontaliers, etc...) et donc adaptées à la transformation structurelle de l'économie.

► **Energie**

Dès 2016, l'ambition du Bénin a été de renforcer les capacités énergétiques du pays de manière à garantir à terme une autonomie énergétique, à travers une fourniture d'électricité fiable, compétitive et de qualité, aux unités artisanales et industrielles de production et aux populations béninoises. Pour ce faire, des réformes importantes axées sur le cadre juridique et institutionnel, le plan tarifaire, la création des conditions favorables aux investissements privés et la restructuration de l'opérateur national d'électricité ont été faites. Elles ont permis de porter les capacités nationales de production à 182 MW en 2023 (SBPE¹⁷, 2025). Les principales réalisations ayant contribué à ce résultat sont :

- L'apurement des dettes envers la Communauté Electrique du Bénin (CEB) et les pays voisins fournisseurs ;
- La mise en gestion déléguée de la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) ;
- L'adoption d'un nouveau code de l'électricité ;
- La mise en place d'un cadre réglementaire pour l'électrification hors réseau auquel est adossé un programme ;
- La mise en place d'un cadre particulièrement incitatif pour le développement des énergies renouvelables ;
- L'adoption de la Politique Nationale de Développement des Energies Renouvelables (PONADER) et de maîtrise d'énergie (PONAME) ;
- La construction et la mise en service de la centrale thermique dual fuel de Maria-Gléta pour 127 MW;
- La réhabilitation et la remise en service de trois centrales de la SBEE pour une puissance totale de 30 MW ;
- La construction d'une centrale solaire photovoltaïque à Illoulofin dans la commune de Pobè pour 25 MW ;
- La dissolution de l'Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maîtrise d'Energie (ABERME).

En matière d'accès à l'énergie électrique, le taux de couverture est porté à 57% en 2023 contre 29,6% en 2015. Malgré les progrès réalisés, l'analyse des statistiques par milieu de résidence montre une énorme disparité entre le milieu urbain et le milieu rural. Le milieu rural est faiblement desservi en électricité avec un taux de 43,7% alors que le milieu urbain affiche un taux d'accès de 70,3%¹⁸.

► **Numérique**

Le secteur du numérique est perçu par le gouvernement comme catalyseur de la dynamique de modernisation du Bénin pour l'accélération de la croissance économique et de l'inclusion sociale. L'enjeu étant de transformer le Bénin en une plateforme de services numériques pour l'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, priorité a été donnée dès 2016 au développement d'un cadre législatif adapté aux nouveaux défis du

¹⁷ Société Béninois de Production d'Electricité.

¹⁸ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.AC.CS.ZS?locations=BJ>, consulté le 20 Juillet à 16h30mn.

numérique et de l'internet, au développement massif d'infrastructures applicatives et à la généralisation de l'accès au haut débit en vue d'atteindre un taux de couverture significatif pour la dynamisation du secteur et favoriser ainsi le développement des services au bénéfice des populations et des entreprises. Les résultats significatifs obtenus sur la période 2019-2024 sont :

- L'élaboration d'un code du numérique couvrant l'ensemble des aspects du secteur de l'économie numérique afin d'apporter une sécurité juridique forte aux entreprises et aux investisseurs ;
- La création de la Société Béninoise des Infrastructures Numériques (SBIN), société de droit privé à capitaux publics ;
- La construction et la réhabilitation de la dorsale nationale en fibre optique sur plus de 2 000 km, dans 67 communes et de 200 km de réseau métropolitain à Cotonou, Porto-Novo, Sèmè-Podji, Ouidah, Parakou et Abomey-Calavi ;
- La construction et l'équipement d'un centre de données (Data Center) de référence et aux normes internationales ;
- La mise en place d'une infrastructure à clé publique (PKI), qui sécurise les certificats nécessaires à la signature électronique des cartes nationales d'identité électroniques, des passeports en ligne avec les normes internationales ;
- Le déploiement d'une plateforme d'interopérabilité des bases de données de l'administration qui autorise des échanges sécurisés de données entre structures administratives pour un meilleur service administratif aux citoyens et aux entreprises ;
- Le déploiement d'une plateforme e-visa qui facilite l'octroi de visa électronique aux étrangers de passage au Bénin ;
- La mise en service d'un portail des e-services (plus de 70 services dématérialisés à ce jour) et l'accès à l'information sur plus de 700 prestations de l'administration publique.

Ces résultats ont permis au Bénin d'enregistrer un bond qualitatif dans le classement mondial de l'Indice de Développement de E-Gouv (EGDI ¹⁹). De la 177^{ème} place en 2016, le Bénin est passé à la 146^{ème} place sur 193 pays en 2024 avec un score de 0,4578. Cette performance du Bénin en matière d'EGDI montre que le pays a fait des progrès significatifs dans le développement du E-Gouvernement ces dernières années.

► Agriculture

Dans son volet « agriculture, élevage et pêche », les programmes successifs du gouvernement ont eu entre autres pour ambition, d'augmenter le revenu des acteurs agricoles, d'assurer la sécurité alimentaire et de renforcer les flux des produits d'exportation du Bénin. Pour cela, diverses réformes et actions ont été engagées entre 2016 et 2024, et d'importants progrès ont été réalisés portant essentiellement sur :

- L'adoption d'un nouveau cadre institutionnel du développement agricole qui s'est traduit par la séparation des fonctions régaliennes de celles de promotion des filières, le découpage du territoire national en sept (7) pôles de développement agricole, la restructuration et l'opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) et de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) ;

19 L'EGDI est une mesure composite de trois indices à savoir : l'Indice des Services en Ligne, l'Indice des Infrastructures de Télécommunications et l'Indice du Capital Humain. Les pays sont classés d'une échelle allant de 0 à 1. Plus l'EGDI d'un pays est proche de 1, plus le pays est performant.

- La création de l'Agence Nationale de Mécanisation Agricole (ANaMA), qui a été transformée en Société Nationale de Mécanisation Agricole (SoNaMA) en avril 2021 ;
- La réalisation du Recensement National de l'Agriculture (RNA) et des Enquêtes Statistiques Agricoles (ESA) qui ont permis de disposer des bases de données actualisées et fiables dans le secteur agricole ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de six (6) projets phares : (i) filières à haute valeur ajoutée (anacarde, ananas, cultures maraîchères) ; (ii) filières conventionnelles (maïs, riz, manioc) ; (iii) aquaculture continentale ; (iv) viande, lait, œufs de consommation ; (v) programme de développement de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé et (vi) programme de développement de la mécanisation agricole.

Ainsi, les investissements consentis dans le secteur agricole ont positivement influencé la performance de la plupart des filières agricoles. Dans le secteur du coton, le Bénin est devenu, depuis la campagne 2018-2019, le premier producteur de coton en Afrique avec une production record de 677 654 tonnes. Cette dynamique a continué jusqu'à la campagne 2022-2023 avec une production record de 750 000 tonnes, avant de connaître une baisse au cours de la campagne 2023-2024 où elle s'est établie à 592 400 tonnes. La campagne agricole 2023-2024 a été aussi caractérisée par une importante production de céréales évaluée à 2 737 481 tonnes contre une moyenne sur les cinq dernières années de 2 219 312 tonnes (MAEP, 2025).

► **Tourisme**

L'ambition du gouvernement béninois pour le secteur du tourisme est de faire de ce secteur une filière de développement économique créatrice de richesses et d'emplois et un outil de rayonnement du Bénin à l'international. Ainsi, de 2016 à 2024, plusieurs projets ont été réalisés, à savoir :

- La création du circuit dénommé « Route des Tata » et sa mise en gestion déléguée ;
- La réalisation des œuvres d'art « Place de l'amazone » et « Place Bio Guerra » à Cotonou ;
- La réalisation du plan directeur d'aménagement de la station balnéaire d'Avlékété ;
- La construction du musée international de la mémoire et de l'esclavage ;
- La réhabilitation du Fort Portugais ;
- La reconstruction à l'identique de la cité historique de Ouidah ;
- La construction du complexe touristique « Marina » près de la Porte du non-retour à Djègbadji ;
- La réhabilitation du Bâtiment colonial (Maison du Patrimoine et du Tourisme d'Allada) ;
- La construction du nouveau palais royal de Nikki et de l'arène de la Gaani.

La mise en œuvre de ces projets a permis d'instaurer dans la cité historique de Ouidah le festival annuel « Vodun Days » dont la deuxième édition tenue les 09, 10 et 11 janvier 2025 a drainé plus de 435 000 participants.

La poursuite de la mise en œuvre de ces projets permettra de disposer d'infrastructures qui vont favoriser le rayonnement des richesses touristiques nationales et ainsi accroître les arrivées de touristes ; source d'augmentation de la part de la production du secteur du tourisme à la création de la richesse nationale.

► Mines et hydrocarbures

Dans le souci de valoriser les richesses naturelles au service du développement du pays, le gouvernement béninois a fait le choix de renforcer les capacités d'exploration, d'évaluation et d'exploitation des ressources minières du pays. Entre 2016 et 2024, des progrès significatifs ont été accomplis et portent essentiellement sur :

- La révision du code minier, qui modernise le cadre juridique et le rend attractif en adéquation avec les réalités nationales, régionales et internationales ;
- La promotion minière à travers la prospection minière par des sociétés privées aurifères ayant permis la découverte de nouveaux sites ayant un potentiel avéré en or dans les départements de la Donga et de l'Alibori ;
- La réalisation d'études de faisabilité pour l'implantation d'unités de production de pierres ornementales et de carreaux en céramique entrant dans le cadre de la valorisation des gisements de pierres ornementales ;
- L'adoption d'un nouveau code pétrolier assorti des décrets d'application, qui instaurent désormais un cadre juridique, institutionnel et organisationnel clair et optimal, pour attirer des partenariats gagnant-gagnant en matière d'exploration et d'exploitation des ressources pétrolières.

Malgré ces progrès, la contribution de ce secteur à la croissance économique reste marginale. Des efforts devront se poursuivre aux fins de définir une stratégie de développement du secteur minier telle que la mise en place des infrastructures géologiques de base (laboratoire et équipements de recherche, de contrôle et de suivi) et l'intensification de la recherche minière sur les minéraux à forte valeur ajoutée.

3.2 RÉALISATIONS EN COURS ET À VENIR

19. En termes de réalisations en cours et à venir, on peut retenir par secteur les points ci-après.

Dans le secteur « Infrastructures et transports »

- La construction d'un échangeur au carrefour Védoko à Cotonou ;
- Le dédoublement de la route Sèmè-Porto-Novo et la construction d'un nouveau pont en 2*2 voies ;
- L'aménagement, le bitumage, la réhabilitation ou le renforcement de 1 112 km de routes ;
- La construction et l'entretien de 1 415 km de routes en terre et 12 600 km de pistes rurales y compris les ouvrages afférents ;
- La reconstruction en 2*2 voies de la route Cotonou-Allada-Bohicon-Dassa ;
- La construction d'un nouvel aéroport international à Glo-Djigbé dont les études techniques sont achevées.

Dans le secteur « Energie »

- La construction d'une centrale thermique de 140 MW à Glo-Djigbé ;
- La construction de 5 centrales solaires de 100 MW (Bohicon, Djougou, Parakou, Natitingou et extension d'Illoullofin dans la commune de Pobè) ;
- La construction du barrage hydroélectrique multifonction de Dogo bis de 128 MW ;
- La construction d'un terminal flottant de stockage et de regazéification (FSRU) ;

Dans le secteur « Numérique »

- Le déploiement internet haut débit sur l'ensemble du territoire national ;
- La transformation numérique des collectivités locales ;
- La modernisation des médias et accès à l'information de qualité.

Dans le secteur « Agriculture »

- Le Programme National de Développement des Plantations et des Grandes Cultures (PNDPGC) ;
- Le Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières agricoles et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE) ;
- Le Projet de Sédentarisation des troupeaux de Ruminants au Bénin (ProSer) ;
- Le développement des aménagements hydro-agricoles dans les vallées ;
- Le développement de la filière Palmier à huile ;
- Le développement de la filière aquaculture.

Dans le secteur du « tourisme »

- La construction du musée de l'Épopée des amazones et des rois du Danxomè ;
- La réhabilitation des infrastructures touristiques à Allada ;
- La construction du musée international des arts et civilisations vodun à Porto-Novo ;
- Aménagement d'une station balnéaire d'exception à Avlékété ;
- La construction du complexe balnéaire PLM/Eldorado à Akpakpa et l'aménagement et la protection des côtes,
- La construction d'une arena à Cotonou.

Dans le secteur « Mines et hydrocarbures »

- L'implantation d'unités de production de pierres ornementales ;
- Le développement des capacités de recherche et de valorisation des ressources minières et pétrolières ;
- La construction d'une mini raffinerie.

4 SITUATION DE LA DETTE

4.1 NIVEAU D'ENDETTEMENT

Dettes totales

À fin décembre 2024, l'encours de la dette publique du Bénin se chiffre à 6 960,3 milliards de FCFA après 6 508,5 milliards de FCFA en 2023. Il se décompose en 5 054,8 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 1 905,5 milliards de FCFA pour la dette intérieure en 2024. Ainsi, l'encours de la dette publique s'est accru de 6,9% par rapport à 2023, induit par l'encours de la dette extérieure (+15,1%) : la dette intérieure s'étant contractée (-10%). Le taux d'endettement public (encours/PIB) est ressorti à 53,4% en 2024 contre 54,5% en 2023, soit un recul de -1,1 points de pourcentage. Sur la période 2019-2024, le taux d'endettement public a progressé de 12,2 points de pourcentage passant de 41,23% en 2019 à 53,4% en 2024. En dépit de cet accroissement, l'encours de la dette publique demeure largement en deçà des 70% définis dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

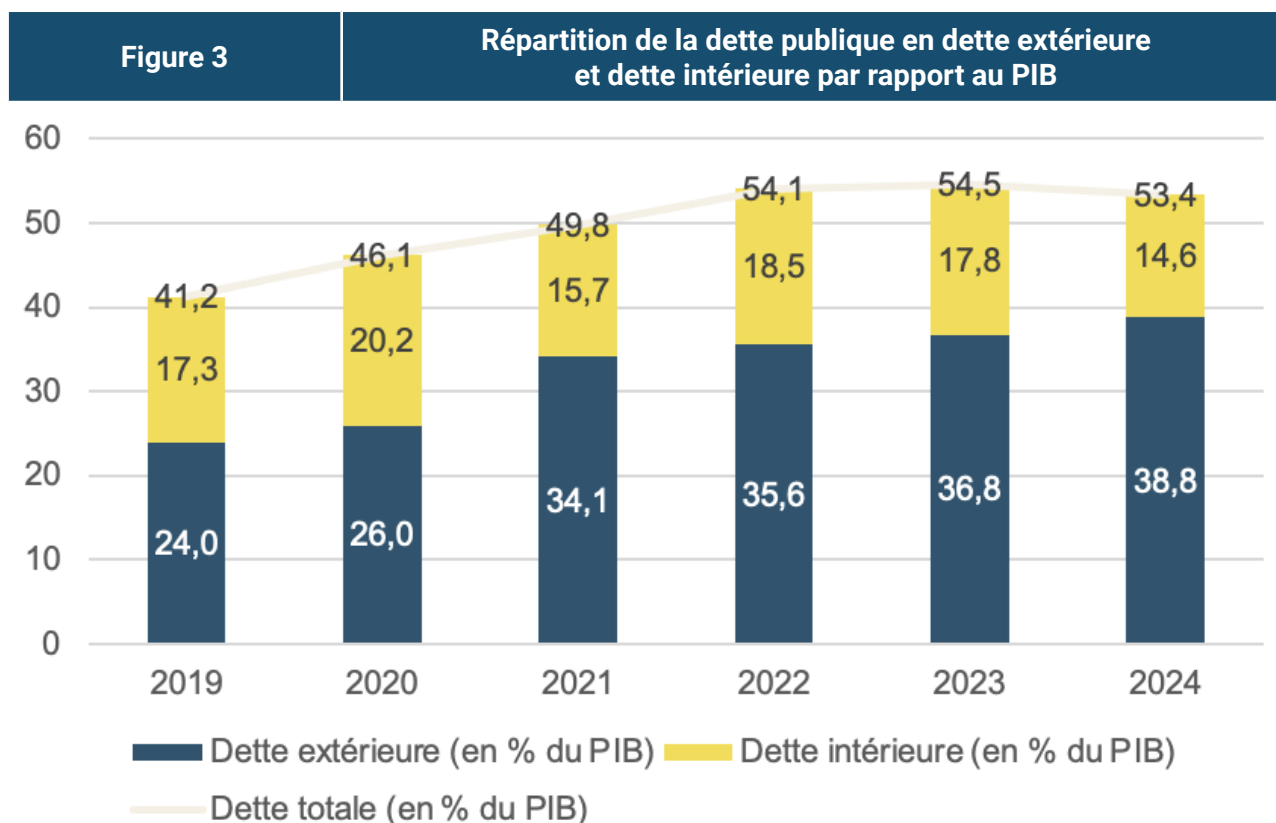
La progression de l'encours de la dette publique sur la période sous revue, s'explique non seulement par la recherche des financements dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PNSD 2018-2025), mais aussi par la saisine des opportunités de conditions favorables sur les marchés internationaux pour substituer les instruments de plus courtes maturités et plus coûteux par des financements d'échéances plus longues et de taux d'intérêts plus bas.

| Tableau 19 | Répartition de la dette publique (milliards de Francs CFA) | | | | | |
|------------------------------------|--|---------|---------|---------|---------|---------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Dettes totales (% du PIB) | 41,2 | 46,1 | 49,8 | 54,1 | 54,5 | 53,4 |
| Dettes totales (Milliards de FCFA) | 3 476,6 | 4 156,9 | 4 885,8 | 5 866,8 | 6 508,5 | 6 960,3 |
| Restant due | 3 476,6 | 4 156,9 | 4 885,8 | 5 866,8 | 6 508,5 | 6 960,3 |
| Arriérés | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dû | 3 476,6 | 4 156,9 | 4 885,8 | 5 866,8 | 6 508,5 | 6 960,3 |

| | | | | | | |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Dette extérieure | 2 020,7 | 2 339,7 | 3 345,2 | 3 863,2 | 4 390,4 | 5 054,8 |
| Restant due | 2 020,7 | 2 339,7 | 3 345,2 | 3 863,2 | 4 390,4 | 5 054,8 |
| Arriérés | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dû | 2 020,7 | 2 339,7 | 3 345,2 | 3 863,2 | 4 390,4 | 5 054,8 |
| Dette intérieure | 1 455,9 | 1 817,2 | 1 540,6 | 2 003,6 | 2 118,1 | 1 905,5 |
| Restant due | 1 455,9 | 1 817,2 | 1 540,6 | 2 003,6 | 2 118,1 | 1 905,5 |
| Arriérés | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dû | 1 455,9 | 1 817,2 | 1 540,6 | 2 003,6 | 2 118,1 | 1 905,5 |
| PIB nominal | 8 432,2 | 9 008,8 | 9 809,7 | 10 854,5 | 11 934,9 | 13 025,9 |

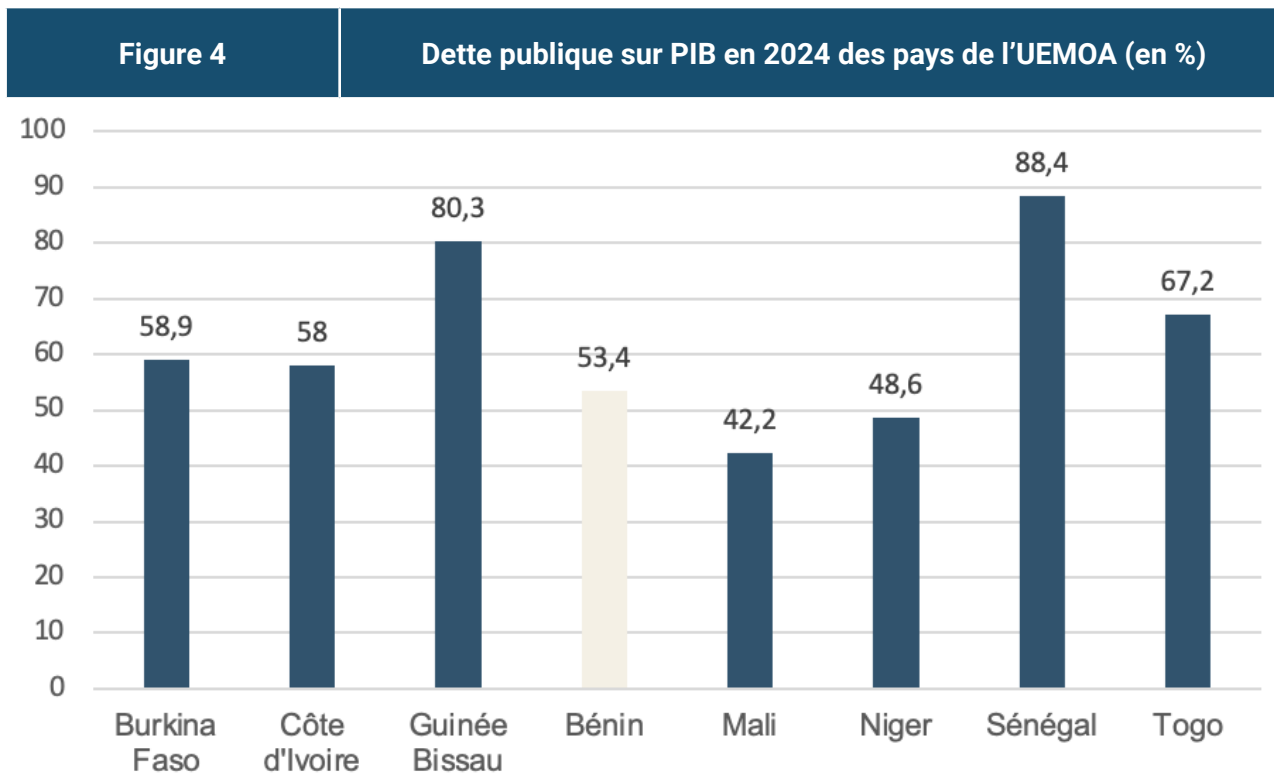
Source : CAGD, Bulletins statistiques de la dette publique, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024.

En termes de composition, la part de la dette extérieure dans la dette totale a enregistré un accroissement de 5,1 points de pourcentage en 2024, passant de 67,5% à 72,6%. La part de la dette intérieure, quant à elle, est passée de 32,5% en 2023 à 27,4% en 2024.



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données issues des bulletins statistiques de la dette publique 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 (CAGD).

L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB s'est établi à 38,8% en 2024 contre 24% en 2019, soit une progression de 14,8 points de pourcentage. La plus forte progression est observée entre 2020 et 2021 (de 26% à 34,1%), en lien avec l'émission des eurobonds de janvier et de juillet 2021. Quant à la dette intérieure, elle a régressé de 2,7 points de pourcentage sur la même période, passant de 17,3% en 2019 à 14,6% en 2024.



Source : Réalisé à partir des données issues de CAGD (2025), Bulletin statistique de la dette publique 4ème trimestre 2024 pour le Bénin ; Commission de l'UEMOA (2025), Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale-Décembre 2024 pour les autres pays.

En comparaison aux autres pays de l'UEMOA, le Bénin a le troisième plus faible taux d'endettement public (encours/PIB), après le Mali et le Niger. Ce taux est largement en deçà du seuil communautaire de 70% fixé pour les pays membres de la zone UEMOA dans le cadre du pacte de convergence et de stabilité.

Tableau 20 Profil de maturité de la dette (en %)

| En % de la dette totale | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Court / Moyen terme | 19,1% | 20,6% | 16,9% | 16,6% | 21,5% | 16,5% |
| Long terme | 80,9% | 79,4% | 83,1% | 83,4% | 78,5% | 83,5% |

Source : CAGD, Rapport de gestion de la dette publique, 2021, 2022, 2023, 2024.

L'encours de la dette publique au 31 décembre 2024 est composé de 83,5% des instruments de maturités supérieures à 05 ans en hausse par rapport à 2023.

4.2 DETTE INTÉRIEURE

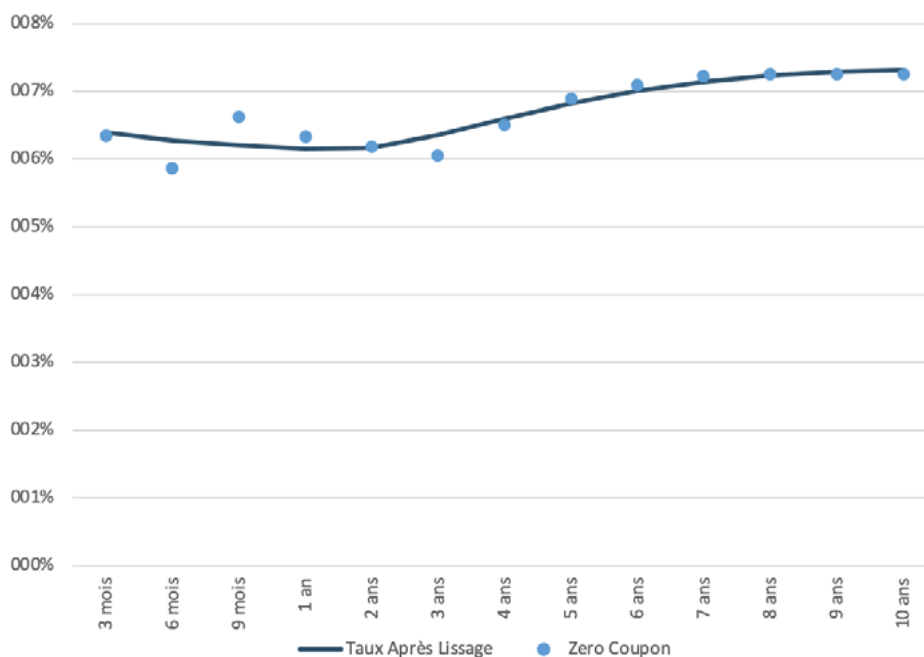
A fin décembre 2024, l'encours de la dette intérieure se chiffre à 1 905,5 milliards de FCFA contre 2 118,1 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse de 10%. Il se décompose comme suit : (i) Banques commerciales et autres institutions financières : 306 milliards de FCFA (16,1% du portefeuille de la dette intérieure) et (ii) Titres publics : 1 599,5 milliards de FCFA (83,9% du portefeuille de la dette intérieure).

| Tableau 21 (Milliards de FCFA) | Composition / détenteurs de la dette intérieure (en milliards de FCFA) | | | | | |
|---|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Banques commerciales et autres institutions financières | 243,9 | 311,8 | 379,4 | 338,3 | 328,5 | 306 |
| Titres publics | 1 212,1 | 1 505,4 | 1 161,3 | 1 665,4 | 1 789,6 | 1 599,5 |
| Obligations du Trésor | 1 190,1 | 1 496,4 | 1 161,3 | 1 633,6 | 1 751,3 | 1 575,9 |
| Bons du Trésor | 22,0 | 9,0 | 0,0 | 31,8 | 38,2 | 23,6 |
| Total | 1 456,0 | 1 817,2 | 1 540,6 | 2 003,6 | 2 118,1 | 1 905,5 |

Source : CAGD, Bulletins statistiques de la dette publique, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024.

Au 31 décembre 2024, le portefeuille des titres publics est constitué de 66 titres actifs (62 obligations du Trésor et 04 bons du Trésor) pour un encours total de 1 599,5 milliards de FCFA (1 575,9 milliards de FCFA pour les obligations du Trésor et 23,6 milliards de FCFA pour les bons du Trésor). Le taux moyen pondéré de rémunération du portefeuille des titres publics s'établit à 5,6%.

Figure 5 Courbe des taux zéro-coupon du Bénin au 04/07/2025 (Obligations et Bons du Trésor en monnaie locale)



Source : UMOA-Titres, 04/07/2025

| Tableau 22 | Le service de la dette intérieure au 31 décembre 2024 | | | | | | | | |
|--|--|---------|-------|----------------|---------|-------|---------|---------|-------|
| Situation à décembre 2024 (Milliards de FCFA) | Banques commerciales et autres institutions financières | | | Titres publics | | | Total | | |
| | Capital | Intérêt | Total | Capital | Intérêt | Total | Capital | Intérêt | Total |
| Service dû | 58,9 | 9,0 | 67,9 | 359,2 | 102,4 | 461,6 | 418,1 | 111,4 | 529,5 |
| Service payé | 58,9 | 9,0 | 67,9 | 359,2 | 102,4 | 461,6 | 418,1 | 111,4 | 529,5 |

Source : CAGD (2025), Bulletin statistique de la dette publique 4ème trimestre 2024.

Le service de la dette intérieure en 2024 a été assuré à hauteur de 529,5 milliards de FCFA dont 418,1 milliards de FCFA en remboursement du principal et 111,4 milliards de FCFA en paiement des charges financières de la dette.

4.3 DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure comprend essentiellement les prêts multilatéraux, bilatéraux et commerciaux. L'encours de la dette extérieure à fin décembre 2024 se chiffre à 5 054,8 milliards de FCFA, soit un taux d'endettement (encours de la dette/PIB) de 38,8%.

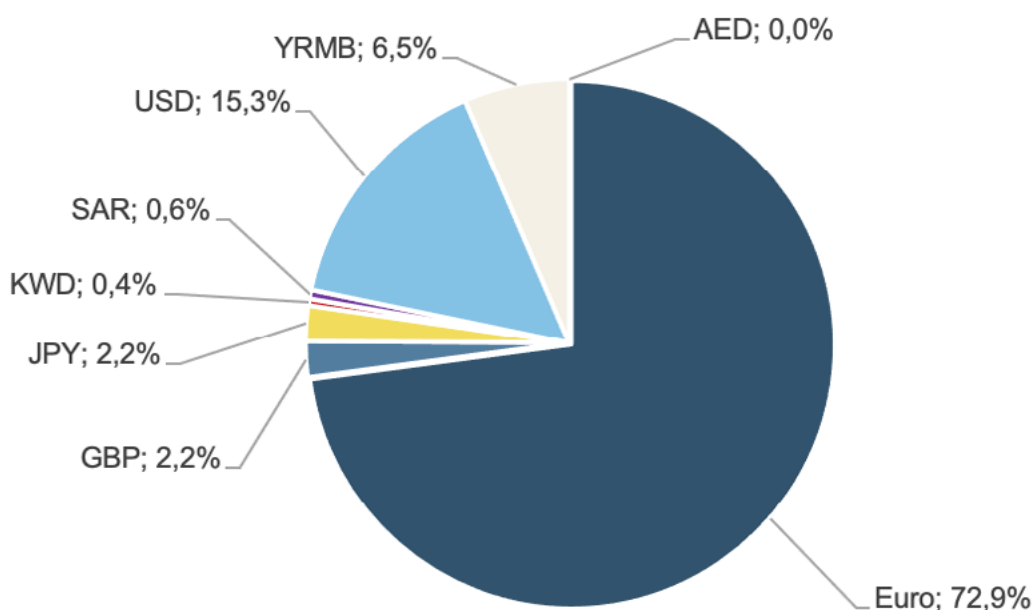
| Tableau 23 | Composition de la dette extérieure | | | | | | | |
|----------------------------|---|---------|---------|---------|---------|---------|--|---------------------|
| (Milliards de FCFA) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | % de la dette extérieure en 2024 | % du PIB en 2024 |
| Prêts multilatéraux | 1 150,9 | 1 436,8 | 1 584,2 | 2 009,2 | 2 310,6 | 2 678,3 | 53 | 20,6 |
| Prêts bilatéraux | 245,3 | 257,7 | 309,1 | 364,4 | 336,1 | 369,3 | 7,3 | 2,8 |
| dont Chine | 171,2 | 170,8 | 187,3 | 185,1 | 146,6 | 136,5 | 2,7 | 1 |
| Hors Chine | 74,2 | 86,9 | 121,8 | 179,3 | 189,4 | 232,8 | 4,6 | 1,8 |
| Prêts commerciaux | 624,5 | 645,1 | 1 451,9 | 1 489,6 | 1 743,7 | 2 007,2 | 39,7 | 15,4 |
| Total | 2 020,7 | 2 339,7 | 3 345,2 | 3 863,2 | 4 390,4 | 5 054,8 | 100 | 38,8 |

Source : CAGD, Bulletins statistiques de la dette publique, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024.

La décomposition du portefeuille de la dette extérieure du Bénin permet de relever que sur la période sous revue, la grande portion est constituée de prêts multilatéraux. A fin décembre 2024, la dette extérieure est constituée de 53% de dette multilatérale ; 39,7% de dette commerciale et 7,3% de dette bilatérale. La Chine détient 2,7% de la dette extérieure pour un montant de 136,5 milliards de FCFA représentant 37% de la dette bilatérale à fin décembre 2024.

Figure 6

Ventilation de la dette extérieure en devises au 31 décembre 2024



Source : Auteur à partir des données de CAGD (2025), Bulletin statistique de la dette publique 4ème trimestre 2024.

L'euro est la principale devise d'endettement extérieur du Bénin en 2024. En effet, la part de l'euro dans le portefeuille de la dette extérieure est de 72,9% contre 15,3% pour le dollar américain, 6,5% pour le Yuan renminbi chinois et 5% environ pour les autres devises. En tenant compte de la parité de change fixe entre l'euro et le FCFA, la part des emprunts exposés aux fluctuations de taux de change est de 27,1%. L'exposition du portefeuille au risque de change demeure ainsi relativement faible.

Tableau 24

Service de la dette extérieure (Milliards de FCFA)

| Situation à décembre 2024 | Multilatérale | | | Bilatérale | | | Commerciale | | | Total | | |
|---------------------------|---------------|---------|-------|------------|---------|-------|-------------|---------|-------|---------|---------|-------|
| | Capital | Intérêt | Total | Capital | Intérêt | Total | Capital | Intérêt | Total | Capital | Intérêt | Total |
| Service dû | 58,7 | 21,2 | 79,9 | 35,0 | 11,1 | 46,1 | 92,3 | 88,5 | 180,8 | 186,0 | 120,8 | 306,8 |
| Service payé | 58,7 | 21,2 | 79,9 | 35,0 | 11,1 | 46,1 | 92,3 | 88,5 | 180,8 | 186,0 | 120,8 | 306,8 |

Source : CAGD (2025), Bulletin statistique de la dette publique 4ème trimestre 2024

Le service de la dette extérieure a été assuré à hauteur de 306,8 milliards de FCFA dont 186 milliards de FCFA en remboursement du principal et 120,8 milliards de FCFA en paiement des charges financières de la dette.

4.4 VIABILITÉ ET SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

Viabilité de la dette selon la Banque Mondiale et le FMI

Le Bénin conserve un risque modéré de surendettement extérieur et global, comme pour la précédente analyse de la viabilité de la dette (FMI et Banque Mondiale, décembre 2020). Selon les projections, tous les indicateurs d'endettement extérieur sont inférieurs au seuil défini pour chacun d'entre eux dans le scénario de référence. Néanmoins, la marge d'absorption de chocs reste limitée, les indicateurs d'endettement extérieur dépassant les seuils de risque élevé lors de certains scénarios de résistance, notamment ceux relatifs aux exportations, ce qui fait ressortir les facteurs de vulnérabilité de l'économie béninoise liés à la dépendance aux transports. Le ratio très élevé du service de la dette sur les recettes expose la dette à la sous-performance des recettes ou aux fluctuations du climat des marchés qui pourraient augmenter les coûts de refinancement. En outre, bien que la valeur actuelle de référence du ratio de la dette publique sur le PIB reste inférieure à sa valeur de référence, elle est sensible aux catastrophes naturelles, comme l'a montré le scénario de chocs appliqué en fonction de l'exposition historique et potentielle du pays aux chocs des catastrophes naturelles liées au climat. Des efforts fournis de mobilisation des recettes, notamment dans le contexte du programme appuyé par le FMI, parallèlement à une stratégie d'emprunts prudents et de gestion active de la dette, seront importants pour atténuer le risque de surendettement.

| Libellé | Composition de la dette extérieure | | | | | | | |
|---------|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | Seuils | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2042 |

VA Dette publique/PIB (en %)

| | | | | | | | | |
|--|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| VA Dette publique/PIB (en %) | <55 | 44,1 | 44,5 | 43,3 | 42,0 | 41,1 | 40,4 | 41,4 |
| VA Dette publique/Recettes (en %) | N/A | 309,0 | 296,6 | 280,1 | 264,8 | 253,6 | 244,1 | 225,0 |
| Service Dette publique/Recettes (en %) | N/A | 32,5 | 35,8 | 33,0 | 37,9 | 29,5 | 35,3 | 45,5 |

Viabilité de la dette extérieure

| | | | | | | | | |
|--|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| VA Dette Extérieure/PIB (en %) | <40 | 30,7 | 30,8 | 30,0 | 31,2 | 29,8 | 28,6 | 10,9 |
| VA Dette Extérieure/Exportations (en %) | <180 | 121,3 | 129,2 | 130,4 | 136,9 | 131,9 | 127,4 | 48,6 |
| Service Dette Extérieure/Exportations (en %) | <15 | 7,0 | 8,0 | 10,8 | 10,9 | 10,4 | 9,2 | 4,8 |
| Service Dette Extérieure/Recettes (en %) | <18 | 13,2 | 13,7 | 17,2 | 16,7 | 15,4 | 13,2 | 6,1 |

Source : Banque Mondiale et FMI, Analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le FMI, juin 2022
N/A : Non applicable car des seuils ne sont pas définis pour ces indicateurs

L'indicateur valeur actuelle de la dette extérieure en % du PIB devrait demeurer largement en dessous du seuil de 40% fixé par le cadre de viabilité de la dette du FMI. L'indicateur valeur actuelle de la dette extérieure en % des exportations reste en dessous de son seuil de 180% dans le scénario de référence mais dépasse le seuil en cas de choc extrême sur les exportations. Les ratios présentant le plus de vulnérabilité sont les ratios service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires et service de la dette extérieure rapporté aux exportations. Le ratio service de la dette extérieure rapporté aux exportations évolue dans la bande 10%-14% sur toute la période de projection dans le scénario de référence. Il devrait dépasser le seuil seulement en cas de choc extrême sur les exportations. Le ratio service de la dette extérieure rapporté aux recettes qui est l'indicateur le plus pertinent, s'est quelque peu rapproché de son seuil sur la période de projection et évolue dans la bande 10%-18%. Le dépassement du seuil est observé sur la période de 2030 à 2032 en raison des tombées d'échéance sur la dette extérieure non concessionnelle (Eurobond et dette des banques commerciales internationales). Toutefois, ce rapprochement de seuil ne compromet pas la viabilité extérieure de la dette du Bénin.

Le ratio Valeur Actuelle de la dette publique rapporté au PIB demeurerait en dessous de son seuil de 55% sur toute la période de projection dans le scénario de référence. Les principaux ratios de viabilité de la dette publique (valeur actuelle de la dette publique en % des recettes, service de la dette totale en % des recettes) évoluent sur une tendance soutenable.

4.5 STRATÉGIE D'ENDETTEMENT

La stratégie d'endettement²⁰ en 2025 est ancrée dans la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2025-2029 approuvée par le Gouvernement et qui vise à garantir une gestion optimale du portefeuille de la dette publique tout en répondant aux besoins de financement essentiels pour soutenir le développement économique du Bénin. Cette approche équilibrée repose sur une analyse rigoureuse des coûts et risques du portefeuille et des sources de financement disponibles au Bénin, ainsi que des conditions de marché.

Les principales sources de vulnérabilité identifiées dans le portefeuille ainsi que l'analyse de l'environnement de gestion de la dette indiquent que l'Etat devra accorder une priorité à l'émission des titres publics à moyen et long termes sur le marché régional de l'UEMOA pour réduire le risque de refinancement de la dette intérieure. Le Bénin devra également réduire progressivement sa dépendance aux financements extérieurs au cours des cinq prochaines années en mobilisant davantage sur le marché des titres publics de l'UEMOA et en poursuivant ses efforts pour maximiser les financements concessionnels et semi-concessionnels disponibles en Euro à taux d'intérêt fixe.

Pour 2025, la mobilisation des ressources d'emprunt sera portée par (i) les tirages des prêts projets (multilatéraux, bilatéraux et banques commerciales internationales) de 363,174 milliards de FCFA ; (ii) les décaissements des prêts programmes de 54,6 milliards de FCFA ; (iii) les tirages FMI de 115,3 milliards de FCFA ; (iv) les emprunts auprès des banques locales de 76,805 milliards de FCFA et (v) les émissions de titres publics (bons et obligations du Trésor) de 545,142 milliards de FCFA. (SDMT 2025-2029, Page 17).

En lien avec les hypothèses macroéconomiques²¹ retenues et la stratégie d'endettement définie, le risque de surendettement du Bénin demeurerait toujours modéré.

20 CAGD, Document de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2025–2029, Décembre 2024.

21 Un taux de croissance de 6,6% en moyenne sur la période de projection. Une inflation projetée sur la période en dessous de l'objectif de 3% fixé par l'UEMOA. Une consolidation budgétaire grâce à une intensification de la collecte des recettes totales et une progression maîtrisée des dépenses, contribuant ainsi à réduire le déficit primaire et à stabiliser ou diminuer le niveau de la dette publique. Une politique monétaire accommodante de la BCEAO influençant les conditions de liquidité et les taux d'intérêt, affectera la capacité de l'Etat à émettre des titres publics sur le marché financier régional à des conditions favorables.



5 FACTEURS DE RISQUE

5.1 RISQUES POLITIQUES ET SÉCURITAIRES

En 1990, le Bénin a été le premier pays à entrer dans la phase de transition démocratique qui a ensuite parcouru l'Afrique francophone. La conférence des forces vives de la nation, qui s'est tenue en février 1990 à Cotonou, a mis fin au régime militaire dictatorial d'idéologie marxiste-léniniste en place depuis le 26 octobre 1972 et dirigé par Mathieu KEREKOU. Elle confie à une commission de juristes le soin de rédiger une nouvelle Constitution, adoptée par référendum en décembre 1990 (loi n° 90-32 du 11 décembre 1990), qui instaure une république démocratique et le multipartisme intégral. Cette constitution a été modifiée en 2019 et la loi n°2019-40 du 07 novembre 2019 portant révision, a confirmé le caractère démocratique de la république, la laïcité de l'Etat, le multipartisme intégral et le régime présidentiel.

Sur le plan politique, le Bénin jouit d'une stabilité depuis le renouveau démocratique de 1990, marquée par des élections pacifistes organisées à bonne date et des alternances démocratiques successives du pouvoir. Huit (08) élections législatives et sept (07) élections présidentielles ont été organisées et quatre (04) présidents démocratiquement élus se sont succédés. Les Présidents démocratiquement élus sont notamment Nicéphore Dieudonné SOGLO (1991-1996), suivi de Mathieu KEREKOU (1996-2006), Thomas Boni YAYI (2006-2016) et le Président en exercice depuis le 6 avril 2016, Patrice Athanase Guillaume TALON. Ce dernier a été réélu pour un nouveau mandat de 5 ans en duo avec Mariam Chabi TALATA (Vice-présidente) à l'issue de l'élection présidentielle du 11 avril 2021. Les élections à venir sont prévues pour l'année 2026 qui connaîtra les premières élections générales ²².

Sur le plan sécuritaire, le Bénin est confronté depuis 2019 à des attaques de groupes terroristes dans l'extrême nord. Les attaques sont confinées à la frontière entre le Bénin le Burkina Faso et le Niger, dans les parcs nationaux du W et de la Pendjari. La zone a été formellement déconseillée aux ressortissants de beaucoup de pays. Pour faire face à la menace terroriste, le gouvernement béninois a engagé promptement des actions nécessaires en renforçant davantage le dispositif sécuritaire dans les zones frontalières et en consolidant le contre-terrorisme et la coopération en matière de sécurité aux frontières avec les Etats de la région.

²² Il s'agit des élections couplées Législatives et Communales et de l'élection présidentielle.

5.2 RISQUES SOCIAUX

Le Bénin, comme tout pays en développement, est confronté à de nombreux risques sociaux qui affectent la vie quotidienne de ses citoyens. La réduction de ces risques est nécessaire pour améliorer non seulement le bien-être des populations mais aussi, garantir un développement durable et inclusif. Parmi les plus importants, on peut citer la pauvreté, les inégalités de revenus et le sous-emploi. Le gouvernement du Bénin œuvre inlassablement à une meilleure protection sociale de la population notamment celle des plus démunis. Cet engagement s'est traduit par la mise en œuvre depuis 2018 du projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) qui offre un package de quatre (04) services intégrés à savoir : l'assurance maladie, la formation professionnelle aux métiers, l'accès au crédit et l'assurance retraite.

Aussi, le gouvernement béninois, a finalisé avec l'appui de la Banque Mondiale un Programme (PforR) de renforcement des filets sociaux, en appui au Programme de filets de protection sociale productifs (PFPS 2022-2026). Cette nouvelle opération, entrée en vigueur en septembre 2023, fait suite au Projet d'appui aux communes et communautés pour l'expansion des services sociaux (ACCESS), clôturé en fin juin 2022. Le PFPS vise spécifiquement : i) à étendre le programme national de filet de protection sociale productif, dénommé Gbéssoké, comprenant des subventions productives et un programme de formation pour promouvoir le développement d'activités génératrices de revenus, en mettant l'accent sur les femmes en tant que bénéficiaires directes, et ii) à améliorer la capacité du système de protection sociale pour mieux soutenir les ménages pauvres en cas de chocs. Ce programme impactera au moins 150 000 personnes, représentant 61 % des ménages extrêmement pauvres figurant dans le registre social unique (RSU).

Par ailleurs, le gouvernement béninois met en œuvre le Projet d'inclusion des jeunes (PRODIJ) avec l'appui de la Banque Mondiale. Entrée en vigueur en mars 2021, cette opération soutient l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour le déploiement du programme Azôli dans les 77 communes du Bénin, qui vise l'inclusion économique et sociale des jeunes peu ou pas instruits, âgés de 15 à 30 ans, en accordant la priorité aux jeunes filles et aux jeunes issus de milieux défavorisés. Dans le cadre de l'emploi salarié, l'ANPE a noué des partenariats avec 198 entreprises pour le placement potentiel de 43 966 jeunes vulnérables en stage de formation et d'embauche, dont 21 487 jeunes femmes. Concernant la sous-composante relative à l'auto-emploi, 21 024 bénéficiaires ont achevé la formation aux compétences techniques et reçoivent actuellement la subvention pour le démarrage de leur micro-projet. Au niveau de l'apprentissage, les candidats sélectionnés pour le compte de la première cohorte de formations duales débouchant sur le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) ont achevé les différentes formations et passent au cours de la semaine du 24 au 29 mars 2025, l'examen du CQP.

5.3 RISQUES MACROÉCONOMIQUES

L'économie du Bénin est fortement dépendante des exportations de produits de base, tels que le coton, l'ananas, l'huile de palme, le soja et la noix de cajou. La chute des prix des produits de base peut avoir un impact négatif sur la croissance économique et les recettes fiscales. De plus, l'incertitude quant à l'avenir du programme AGOA²³ en raison des droits de douane imposés par le président Donald TRUMP, est aussi susceptible de compromettre la croissance économique et les recettes fiscales. Toutefois, le développement des activités de transformation des produits agricoles (coton, soja, noix de cajou) dans

23 African Growth and Opportunity Act est un accord commercial préférentiel entre les Etats-Unis et les pays d'Afrique subsaharienne éligibles qui permet aux exportateurs de ces pays d'exporter des produits éligibles vers les Etats-Unis en franchise de droits de douane depuis 2020.

la zone économique spéciale de Glo Djigbé est de nature à réduire cet impact en cas de survenance de fluctuations défavorables des cours mondiaux de ces produits de base. Aussi, le conflit israélo-palestinien dans la bande de Gaza et ses conséquences sur le trafic maritime en mer rouge est de nature à renchérir une fois encore le coût du fret et le coût du baril de pétrole. Le Bénin est un pays importateur de pétrole et d'autres produits alimentaires. La hausse des prix de ces produits importés pourrait induire un niveau d'inflation plus élevé.

5.4 RISQUES CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES

L'évolution défavorable de la situation économique du Nigéria (la monnaie nigériane s'étant dépréciée de plus de 50% par rapport au FCFA), la persistance de la tension géopolitique entre le Bénin et le Niger qui s'est traduite par la fermeture des frontières terrestres et le boycott du Port Autonome de Cotonou par le Niger (70% des activités portuaires de transit sont en direction des pays de l'hinterland dont le Niger), et les fluctuations défavorables des cours mondiaux des produits de base exportés, sont les principaux risques pesant sur la mobilisation des ressources. A cela s'ajoute accessoirement, la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions du nord limitrophes du Niger et du Burkina Faso, les effets des changements climatiques (inondations et sécheresses), l'incertitude liée à l'impact de la sortie de la CEDEAO des pays de l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger).

5.5 RISQUES SANITAIRES

L'environnement régional est marqué par la circulation de certaines maladies épidémiques dont certaines sont enregistrées au Bénin. Parmi elles, Il y a notamment la dengue dont la circulation est signalée dans les zones urbaines de Cotonou, Porto- Novo, Sèmè et Abomey-Calavi depuis quelques années, la fièvre hémorragique lassa dont les cas sont enregistrés de manière récurrente dans les zones frontalières avec le Nigeria et de la méningite qui circule intensément dans les pays sahéliens notamment le Niger et le Burkina-Faso, tous deux pays frontaliers du Bénin. Cet environnement d'épidémie régionale qui n'est pas en adéquation avec le profil épidémiologique du Bénin constitue un risque sanitaire. Toutefois, en collaboration avec l'OMS, le Bénin organise périodiquement au profit des acteurs de la prévention des risques catastrophes et situations d'urgence sanitaires (épidémiologistes, ministère de la santé, ministère de l'intérieur), des ateliers de renforcement des capacités pour une gestion rigoureuse de tous les scénarios catastrophiques pouvant survenir.

5.6 RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES

Le Bénin est vulnérable au changement climatique, qui peut entraîner des sécheresses, des inondations et la dégradation des sols. Ces catastrophes peuvent non seulement être sources de maladies telles que le paludisme, la diarrhée et la malnutrition ; mais peuvent aussi conduire, à la baisse des rendements et de la production agricole, à l'insécurité alimentaire et à l'augmentation de la pauvreté en milieu rural.

ANNEXES

6.1 CROISSANCE RÉELLE DU PIB DÉTAILLÉE PAR SECTEUR

| Libellé (Croissance réelle en %) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024(e) | 2025 (p) | 2026 (p) |
|---|-------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Secteur Primaire | 5,7 | 1,3 | 5,2 | 4,8 | 5,1 | 5,9 | 5,5 | 6,0 |
| Agriculture | 5,4 | 3,7 | 4,6 | 4,5 | 4,8 | 5,6 | 5,2 | 5,8 |
| Elevage, chasse | 2,6 | 12,6 | 9,9 | 7,4 | 7,6 | 8,6 | 8,5 | 8,5 |
| Pêche sylviculture et exploitation forestière | 11,3 | -26,7 | 3,5 | 3,5 | 3,7 | 3,8 | 3,5 | 3,5 |
| Secteur Secondaire | 20,2 | -5,9 | 9,1 | 7,9 | 7,3 | 9,7 | 9,7 | 9,5 |
| Activités Extractives | 12,5 | 19,7 | 7,9 | 5,8 | 6,7 | 11,4 | 8,3 | 5,7 |
| Industrie Agro-Alimentaire | 15,3 | -4,2 | 3,3 | 7,3 | 6,7 | 7,5 | 9,8 | 9,8 |
| Autres industries manufacturières | 16,8 | -12,1 | 8,1 | 7,3 | 7,6 | 9,2 | 10,0 | 10,6 |
| Electricité eau | 18,7 | 0,7 | 7,9 | 8,0 | 6,9 | 7,8 | 8,5 | 9,8 |
| BTP | 30,9 | -6,0 | 17,4 | 9,1 | 7,8 | 12,4 | 9,8 | 8,8 |
| Secteur Tertiaire | 5,4 | 5,9 | 6,6 | 6,0 | 6,6 | 7,5 | 7,7 | 7,3 |
| Commerce | 8,3 | -2,2 | 5,8 | 5,0 | 4,8 | 6,1 | 6,8 | 6,7 |
| Restaurants et hôtels | -1,3 | 10,4 | 9,9 | 4,7 | 5,5 | 8,4 | 8,4 | 8,4 |
| Transports | 7,0 | -0,8 | 8,3 | 6,7 | 6,5 | 5,2 | 5,2 | 4,9 |
| Postes et télécommunications | 29,7 | -22,1 | 8,8 | 10,0 | 9,2 | 10,5 | 9,9 | 9,8 |
| Banques et organisations financiers | -44,9 | 88,9 | -5,2 | 6,4 | 7,6 | 7,6 | 7,2 | 7,4 |
| Administration publique Et sécurité sociale | 8,0 | 10,8 | 8,5 | 8,2 | 9,2 | 10,5 | 10,0 | 7,8 |
| Education | 10,3 | 9,0 | 5,1 | 5,6 | 8,5 | 9,1 | 9,7 | 8,3 |
| Santé et actions sociales | 16,3 | 8,7 | 13,5 | 4,8 | 6,6 | 10,6 | 10,1 | 7,8 |
| Autres services | -0,4 | 19,7 | 5,3 | 4,8 | 5,7 | 7,2 | 7,3 | 8,3 |
| PIB aux coûts des facteurs | 8,0 | 2,2 | 6,6 | 6,0 | 6,3 | 7,5 | 7,5 | 7,4 |
| Impôts et taxes nets des subventions | -3,7 | 23,7 | 12,5 | 8,8 | 6,9 | 7,4 | 8,3 | 8,3 |
| Croissance du PIB réel (%) | 7,1 | 3,8 | 7,2 | 6,3 | 6,4 | 7,5 | 7,5 | 7,5 |

Source : Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

6.2 STRUCTURE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NOMINAL (EN %)

| Libellé (Structure en % du PIB) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024(e) | 2025 (p) | 2026 (p) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur Primaire | 29,4 | 27,1 | 28,5 | 26,9 | 25,4 | 24,2 | 23,5 | 23,2 |
| Agriculture | 22,8 | 21,8 | 22,8 | 21,3 | 19,8 | 18,8 | 18,2 | 17,9 |
| Elevage, chasse | 3,5 | 3,0 | 3,9 | 3,7 | 3,5 | 3,3 | 3,2 | 3,3 |
| Pêche sylviculture et exploitation forestière | 3,1 | 2,3 | 1,8 | 2,0 | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 |
| Secteur Secondaire | 15,1 | 16,3 | 16,5 | 17,0 | 17,3 | 17,4 | 17,9 | 18,2 |
| Activités Extractives | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Industrie Agro-Alimentaire | 4,5 | 6,2 | 6,0 | 6,2 | 6,4 | 6,4 | 6,6 | 6,7 |
| Autres industries manufacturières | 3,9 | 3,5 | 3,5 | 3,6 | 3,7 | 3,8 | 3,9 | 4,0 |
| Electricité eau | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| BTP | 5,5 | 5,4 | 5,7 | 5,9 | 6,0 | 6,0 | 6,1 | 6,2 |
| Secteur Tertiaire | 47,4 | 47,9 | 45,9 | 46,9 | 47,7 | 48,9 | 49,1 | 48,9 |
| Commerce | 12,8 | 11,7 | 11,8 | 11,5 | 11,2 | 11,6 | 11,4 | 11,3 |
| Restaurants et hôtels | 2,7 | 2,8 | 3,2 | 3,0 | 2,9 | 2,9 | 3,0 | 3,0 |
| Transports | 8,9 | 9,5 | 7,3 | 8,8 | 9,8 | 10,4 | 10,4 | 10,1 |
| Postes et télécommunications | 2,8 | 1,7 | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,1 | 2,1 |
| organisations financières | 0,9 | 1,5 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,4 | 1,4 |
| Administration publique Et sécurité sociale | 6,2 | 6,6 | 6,8 | 6,9 | 7,0 | 7,0 | 7,3 | 7,3 |
| Education | 4,4 | 4,7 | 4,5 | 4,5 | 4,4 | 4,4 | 4,6 | 4,6 |
| Santé et action sociale | 1,2 | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,1 |
| Autres services | 7,4 | 8,3 | 8,2 | 8,1 | 8,2 | 8,1 | 8,0 | 8,1 |
| PIB aux coûts des facteurs | 91,9 | 91,3 | 90,9 | 90,8 | 90,4 | 90,5 | 90,5 | 90,4 |
| Impôts et taxes nets des subventions | 8,1 | 8,7 | 9,1 | 9,2 | 9,6 | 9,5 | 9,5 | 9,6 |
| TOTAL PIB | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2028, Mai 2025. Note : (e) : estimation ; (p) : projection

6.3 DÉTAIL DES ÉMISSIONS DU PAYS DE 2019 À 2024

| Libellé | ISIN | Maturité (années) | Date d'émission | Montants émis (Millions de FCFA) | RMP* (en %) |
|---|--------------|-------------------|-----------------|----------------------------------|-------------|
| BJ – Multiple- 1an -09. Janvier. 20 | BJ0000001186 | 1 | 09/01/2019 | 21947 | 6,7399 |
| BJ – 6,1% - 3 ans -25. Janvier. 22 | BJ0000001194 | 3 | 24/01/2019 | 22000 | 7,1829 |
| BJ – 6,1% - 3 ans -09. Janvier. 22 | BJ0000001194 | 3 | 07/02/2019 | 22000 | 6,9907 |
| BJ – Multiple- 6mois -22. Août. 19 | BJ0000001202 | 0,5 | 21/02/2019 | 25000 | 6,3 |
| BJ – 6,3% - 5 ans -08. Mars. 24 | BJ0000001210 | 5 | 07/03/2019 | 13319,99 | 6,9913 |
| BJ – 6,3% - 5 ans -19. Avril. 24 | BJ0000001228 | 5 | 18/04/2019 | 18447,44 | 6,7698 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -19. Avril. 26 | BJ0000001236 | 7 | 18/04/2019 | 14552,56 | 7,063 |
| BJ – Multiple- 6mois -14. Novembre. 19 | BJ0000001244 | 0,5 | 16/05/2019 | 27500 | 5,1983 |
| BJ – Multiple- 3mois -12. Septembre. 19 | BJ0000001251 | 0,25 | 13/06/2019 | 26646 | 5,7789 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -13. Janvier. 23 | BJ0000001269 | 3 | 09/01/2020 | 14136,39 | 5,89 |
| BJ – 6% - 5 ans -13. Janvier. 25 | BJ0000001277 | 5 | 09/01/2020 | 40863,61 | 6,13 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -24. Janvier. 23 | BJ0000001285 | 3 | 23/01/2020 | 38500 | 5,93 |
| BJ – 6% - 5 ans -07. Février. 25 | BJ0000001293 | 5 | 06/02/2020 | 38500 | 6,25 |
| BJ – 6,5% - 10 ans -06. Mars. 30 | BJ0000001327 | 10 | 05/03/2020 | 20910 | 6,7 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -06. Mars. 27 | BJ0000001319 | 7 | 05/03/2020 | 40447,84 | 6,61 |
| BJ – 6% - 5 ans -06. Mars. 25 | BJ0000001301 | 5 | 05/03/2020 | 26642,16 | 6,2 |
| BJ – 6% - 5 ans -06. Mars. 25 | BJ0000001301 | 5 | 19/03/2020 | 10496,94 | 6,64 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -24. Janvier. 23 | BJ0000001285 | 3 | 19/03/2020 | 19503,06 | 5,91 |
| BJ – 6,5% - 10 ans -06. Mars. 30 | BJ0000001327 | 10 | 02/04/2020 | 12596,5 | 6,75 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -06. Mars. 27 | BJ0000001319 | 7 | 02/04/2020 | 5542,84 | 6,75 |
| BJ – 6% - 5 ans -06. Mars. 25 | BJ0000001301 | 5 | 02/04/2020 | 25742,85 | 6,49 |
| BJ – Multiple- 1an -22. Avril. 21 | BJ0000001335 | 1 | 23/04/2020 | 9044 | 5,26 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -24. Avril. 23 | BJ0000001343 | 3 | 23/04/2020 | 45956 | 6,61 |
| BJ – Multiple- 3mois -05. Août. 20 | BJ0000001350 | 0,25 | 06/05/2020 | 133000 | 3,13 |
| BJ – 6% - 5 ans -26. Mai. 25 | BJ0000001376 | 5 | 22/05/2020 | 7998 | 6,13 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -26. Mai. 27 | BJ0000001384 | 7 | 22/05/2020 | 22700,14 | 6,7 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -26. Mai. 23 | BJ0000001368 | 3 | 22/05/2020 | 24301,86 | 6,05 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -26. Mai. 23 | BJ0000001368 | 3 | 04/06/2020 | 14260 | 6,08 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -26. Mai. 27 | BJ0000001384 | 7 | 04/06/2020 | 13981,81 | 6,7 |
| BJ – 6% - 5 ans -03. Juillet. 25 | BJ0000001400 | 5 | 02/07/2020 | 10585,12 | 6,57 |

| | | | | | |
|--|--------------|------|------------|----------|------|
| BJ – 5,9% - 3 ans -03. Juillet. 23 | BJ0000001392 | 3 | 02/07/2020 | 15414,88 | 6,44 |
| BJ – Multiple- 3mois -04. Novembre. 20 | BJ0000001426 | 0,25 | 30/07/2020 | 133000 | 2,22 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -07. Août. 23 | BJ0000001434 | 3 | 06/08/2020 | 30000 | 6,38 |
| BJ – 6,25% - 5 ans -18. Décembre. 20 | B600632E2 | 5 | 06/08/2020 | 3500 | 6,13 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -07. Août. 23 | BJ0000001434 | 3 | 20/08/2020 | 20000 | 6,14 |
| BJ – 6% - 5 ans -03. Juillet. 25 | BJ0000001400 | 5 | 10/09/2020 | 7571,7 | 6,11 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -26. Mai. 27 | BJ0000001384 | 7 | 10/09/2020 | 19928,3 | 6,5 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -09. Octobre. 27 | BJ0000001509 | 7 | 08/10/2020 | 22000 | 6,39 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -09. Octobre. 27 | BJ0000001509 | 7 | 22/10/2020 | 22000 | 6,4 |
| BJ – 6,4% - 7 ans -09. Octobre. 27 | BJ0000001509 | 7 | 19/11/2020 | 21761 | 6,4 |
| BJ – 6% - 5 ans -08. Janvier. 26 | BJ0000001541 | 5 | 07/01/2021 | 53458,5 | 6,08 |
| BJ – 5,9% - 3 ans -08. Janvier. 24 | BJ0000001533 | 3 | 07/01/2021 | 29041,5 | 5,88 |
| BJ – 5,25% - 3 ans -28. Mai. 24 | BJ0000001582 | 3 | 27/05/2021 | 66000 | 5,09 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -18. Juin. 24 | BJ0000001590 | 3 | 17/06/2021 | 66000 | 4,96 |
| BJ – 5,3% - 10 ans -04. Février. 32 | BJ0000001640 | 10 | 03/02/2022 | 41000 | 5,24 |
| BJ – 5,2% - 7 ans -04. Février. 29 | BJ0000001657 | 7 | 03/02/2022 | 36000 | 5 |
| BJ – 5% - 3 ans -01. Avril. 25 | BJ0000001681 | 3 | 31/03/2022 | 44000 | 4,26 |
| BJ – 5,2% - 7 ans -04. Février. 29 | BJ0000001657 | 7 | 14/04/2022 | 10027,7 | 5,19 |
| BJ – 5,1% - 5 ans -29. Avril. 27 | BJ0000001699 | 5 | 28/04/2022 | 41000 | 5,07 |
| BJ – 5,1% - 5 ans -29. Avril. 27 | BJ0000001699 | 5 | 12/05/2022 | 18003 | 5,06 |
| BJ – 5% - 3 ans -13. Mai. 25 | BJ0000001707 | 3 | 12/05/2022 | 36997 | 4,54 |
| BJ – Multiple- 1an -23. Mai. 23 | BJ0000001715 | 1 | 24/05/2022 | 31800 | 3,12 |
| BJ – 5,1% - 5 ans -10. Juin. 27 | BJ0000001749 | 5 | 09/06/2022 | 25000 | 5,19 |
| BJ – 5,1% - 5 ans -10. Juin. 27 | BJ0000001749 | 5 | 23/06/2022 | 4000 | 5,22 |
| BJ – 5,2% - 7 ans -04. Février. 29 | BJ0000001657 | 7 | 23/06/2022 | 16000 | 5,53 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -05. Août. 25 | BJ0000001772 | 3 | 04/08/2022 | 27500 | 5,22 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -05. Août. 25 | BJ0000001772 | 3 | 16/09/2022 | 22500 | 5,34 |
| BJ – 5,3% - 5 ans -19. Septembre. 27 | BJ0000001780 | 5 | 16/09/2022 | 5000 | 5,38 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -05. Août. 25 | BJ0000001772 | 3 | 06/10/2022 | 17245 | 5,33 |
| BJ – 5,3% - 5 ans -19. Septembre. 27 | BJ0000001780 | 5 | 06/10/2022 | 4755 | 5,37 |
| BJ – Multiple- 1an -11. Janvier. 24 | BJ0000001798 | 1 | 12/01/2023 | 4500 | 3,64 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -13. Janvier. 26 | BJ0000001806 | 3 | 12/01/2023 | 23000 | 5,41 |
| BJ – Multiple- 1an -25. Janvier. 24 | BJ0000001814 | 1 | 26/01/2023 | 11600 | 4,09 |

| | | | | | |
|--|--------------|------|------------|---------|------|
| BJ – 5,3% - 5 ans -27. Janvier. 28 | BJ0000001822 | 5 | 26/01/2023 | 13520 | 6,01 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -13. Janvier. 26 | BJ0000001806 | 3 | 26/01/2023 | 14900 | 6,06 |
| BJ – 5,3% - 5 ans -27. Janvier. 28 | BJ0000001822 | 5 | 09/02/2023 | 11200 | 5,68 |
| BJ – 5,2% - 3 ans -13. Janvier. 26 | BJ0000001806 | 3 | 09/02/2023 | 4000 | 5,8 |
| BJ –Multiple- 6mois -02. Novembre. 23 | BJ0000001848 | 0,5 | 04/05/2023 | 28500 | 6,57 |
| BJ – 5,5% - 3 ans -05. Mai. 26 | BJ0000001863 | 3 | 04/05/2023 | 10000 | 5,97 |
| BJ – 5,75% - 5 ans -30. Juin. 28 | BJ0000001897 | 5 | 27/06/2023 | 14000 | 6,07 |
| BJ – 5,5% - 3 ans -30. Juin. 26 | BJ0000001889 | 3 | 27/06/2023 | 74000 | 6,6 |
| BJ –Multiple- 1an -19. Septembre. 24 | BJ0000001905 | 1 | 21/09/2023 | 21062 | 7,9 |
| BJ – 5,75% - 5 ans -30. Juin. 28 | BJ0000001897 | 5 | 21/09/2023 | 9071,66 | 6,66 |
| BJ – 5,5% - 3 ans -30. Juin. 26 | BJ0000001889 | 3 | 21/09/2023 | 1000 | 7,11 |
| BJ –Multiple- 1an -26. Septembre. 24 | BJ0000001913 | 1 | 25/09/2023 | 1067 | 5,86 |
| BJ – 5,75% - 5 ans -29. Septembre. 28 | BJ0000001897 | 5 | 25/09/2023 | 12032 | 6,66 |
| BJ – 5,5% - 3 ans -29. Septembre. 26 | BJ0000001921 | 3 | 25/09/2023 | 71748 | 6,93 |
| BJ – 7% - 6 mois -18. Juillet. 24 | BJ0000001988 | 0,5 | 18/01/2024 | 20500 | 6,84 |
| BJ – 6,8% - 1 an -16. Janvier. 25 | BJ0000001996 | 1 | 18/01/2024 | 680 | 6,63 |
| BJ – 5,75% - 3 ans -19. Janvier. 27 | BJ0000002002 | 3 | 18/01/2024 | 15700 | 7,33 |
| BJ – 6,95% - 3 mois -09. Mai. 24 | BJ0000002010 | 0,25 | 08/02/2024 | 12 090 | 6,69 |
| BJ – 6,76% - 6 mois -08. Aout. 24 | BJ0000002028 | 0,5 | 08/02/2024 | 1 450 | 6,67 |
| BJ – 5,9% - 5 ans -07. Mai. 29 | BJ0000002069 | 5 | 06/05/2024 | 21910 | 7,05 |
| BJ – 6,1% - 7 ans -07. Mai. 31 | BJ0000002077 | 7 | 06/05/2024 | 29950 | 7,13 |
| BJ – 6,25% -10 ans -07. Mai. 34 | BJ0000002085 | 10 | 06/05/2024 | 22930 | 7,17 |
| BJ – 6,75% - 3 mois -12. Septembre. 24 | BJ0000002093 | 0,25 | 13/06/2024 | 29000 | 6,69 |
| BJ – 6,7% - 6 mois -12. Décembre. 24 | BJ0000002102 | 0,5 | 13/06/2024 | 11000 | 6,55 |
| BJ – 6,68% - 3 mois -10. Octobre. 24 | BJ0000002119 | 0,25 | 11/07/2024 | 19520 | 6,17 |
| BJ – 5,75% - 3 ans -12. Juillet. 27 | BJ0000002127 | 3 | 11/07/2024 | 11370 | 6,55 |
| BJ – 5,9% - 5 ans -12. Juillet. 29 | BJ0000002135 | 5 | 11/07/2024 | 9120 | 7,11 |
| BJ – 6,4% - 1 an -11. Septembre. 25 | BJ0000002143 | 1 | 12/09/2024 | 7050 | 6,37 |
| BJ – 6,54% - 1 an -16. Octobre. 25 | BJ0000002150 | 1 | 17/10/2024 | 8930 | 6,41 |
| BJ – 5,7% - 3 ans -18. Octobre. 27 | BJ0000002192 | 3 | 17/10/2024 | 2600 | 6,81 |
| BJ – 5,9% - 5 ans -18. Octobre. 29 | BJ0000002200 | 5 | 17/10/2024 | 4410 | 7,1 |
| BJ – 7% - 1 an -13. Novembre. 25 | BJ0000002218 | 1 | 14/11/2024 | 6990 | 6,38 |
| BJ – 6% - 7 ans -15. Novembre. 31 | BJ0000002226 | 7 | 14/11/2024 | 4360 | 7,02 |

Source : UMOA-Titres, Statistiques du Marché des Titres Publics, divers numéros jusqu'au quatrième trimestre 2024.

(*) Rendement Moyen Pondéré

6.4 DÉTAIL DES TITRES EN VIE EN FIN 2024

| Libellé | ISIN | Maturité (années) | Date d'émission | RMP* (en %) | Encours en fin Mai 2025 (Millions de FCFA) |
|-------------------------------------|--------------|-------------------|-----------------|-------------|--|
| BJ- 6,5%-10 ans -22 septembre.27 | BJ0000000915 | 10 | 22/09/2017 | 6,8066 | 4420 |
| BJ - 6,4% - 7 ans -19. Avril. 26 | BJ0000001236 | 7 | 19/04/2019 | 7,063 | 6400 |
| BJ-6,5%- 10 ans -06. Mars. 30 | BJ0000001327 | 10 | 06/03/2020 | 6,75 | 33510 |
| BJ - 6,4% - 7 ans -06. Mars. 27 | BJ0000001319 | 7 | 06/07/2020 | 6,75 | 45990 |
| BJ - 6% - 5 ans -03. Juillet. 25 | BJ0000001400 | 5 | 03/07/2020 | 6,11 | 18160 |
| BJ - 6,4% - 7 ans -26. Mai. 27 | BJ0000001384 | 7 | 26/05/2020 | 6,5 | 56610 |
| BJ - 6,4% - 7 ans -09. Octobre. 27 | BJ0000001509 | 7 | 09/10/2020 | 6,39 | 65760 |
| BJ - 6% - 5 ans -08. Janvier. 26 | BJ0000001541 | 5 | 08/01/2021 | 6,08 | 53460 |
| BJ-5,3%- 10 ans -04. Février. 32 | BJ0000001640 | 10 | 04/02/2022 | 5,24 | 41000 |
| BJ - 5,2% - 7 ans -04. Février. 29 | BJ0000001657 | 7 | 04/02/2022 | 5 | 62030 |
| BJ - 5,1% - 5 ans -29. Avril. 27 | BJ0000001699 | 5 | 29/04/2022 | 5,07 | 59000 |
| BJ - 5,1% - 5 ans -10. Juin. 27 | BJ0000001749 | 5 | 10/06/2022 | 5,19 | 29000 |
| BJ - 5,2% - 3 ans -05. Août. 25 | BJ0000001772 | 3 | 05/08/2022 | 5,22 | 63500 |
| BJ-5,3%-5ans-19.Septembre.27 | BJ0000001780 | 5 | 19/09/2022 | 5,37 | 9760 |
| BJ - 5,2% - 3 ans -13. Janvier. 26 | BJ0000001806 | 3 | 13/01/2023 | 5,8 | 41900 |
| BJ - 5,3% - 5 ans -27. Janvier. 28 | BJ0000001822 | 5 | 27/01/2023 | 5,68 | 24720 |
| BJ - 5,5% - 3 ans -05. Mai. 26 | BJ0000001863 | 3 | 05/05/2023 | 5,97 | 10000 |
| BJ-5,75% - 5 ans -30. Juin. 28 | BJ0000001897 | 5 | 30/06/2023 | 6,07 | 35100 |
| BJ-5,5%-3 ans -30. Juin. 26 | BJ0000001889 | 3 | 30/06/2023 | 6,6 | 75000 |
| BJ-5,5%-3ans-29 septembre.26 | BJ0000001921 | 3 | 29/09/2023 | 6,93 | 71750 |
| BJ-6,1%-7ans-08 Mai.31 | BJ0000002077 | 7 | 08/05/2024 | 7,13 | 29950 |
| BJ-6%-7ans-15 Novembre.31 | BJ0000002226 | 7 | 15/11/2024 | 7,02 | 4360 |
| BJ-5,75%-3ans-12 juillet.27 | BJ0000002127 | 3 | 12/07/2024 | 6,55 | 14180 |
| BJ-6,25%-10ans-08 Mai.34 | BJ0000002085 | 10 | 08/05/2024 | 7,17 | 22930 |
| BJ-5,75%-3ans-19 Janvier.27 | BJ0000002002 | 3 | 19/01/2024 | 7,33 | 15750 |
| BJ-5,7%-3ans-18 Octobre.27 | BJ0000002192 | 3 | 18/10/2024 | 6,81 | 8400 |
| BJ-5,9%-5ans-08 Mai.29 | BJ0000002069 | 5 | 08/05/2024 | 7,05 | 21910 |
| BJ-5,9%-5ans-12 Juillet.29 | BJ0000002135 | 5 | 12/07/2024 | 7,11 | 21240 |
| BJ-5,9%-5ans-18 Octobre.29 | BJ0000002200 | 5 | 18/10/2024 | 7,1 | 6810 |
| BJ - 6,4% - 1 an -11. Septembre. 25 | BJ0000002143 | 1 | 13/09/2024 | 6,37 | 7050 |
| BJ - 6,54% - 1 an -16. Octobre. 25 | BJ0000002150 | 1 | 18/10/2024 | 6,41 | 8930 |
| BJ - 7% - 1 an -13. Novembre. 25 | BJ0000002218 | 1 | 15/11/2024 | 6,38 | 6990 |

Source : UMOA-Titres, Liste des Titres Publics émis par voie d'adjudication en vie au 31 Mai 2025.

(*) Rendement Moyen Pondéré

LEXIQUE

Adjudication (pour les titres publics) : vente aux enchères des titres émis par le Gouvernement central. Dans la zone UEMOA, elle est organisée par UMOA-Titres avec le concours de la BCEAO et seules les banques et autres institutions financières régionales qui ont des comptes à la BCEAO peuvent y participer. Les autres investisseurs, personnes morales ou physiques, ne peuvent souscrire aux adjudications que par l'intermédiaire des banques et de SGI de l'UEMOA.

Amortissement ou échéance : période entre le décaissement d'un prêt et son dernier remboursement, composée du délai de grâce et de la période de remboursement.

Appel public à l'épargne : levée de capitaux (actions ou obligations) sur le marché financier régional par l'intermédiaire d'une SGI. Il est ouvert à tout épargnant.

Acquisition nette d'actifs non financiers : Est égale à l'acquisition moins la cession d'actifs non financiers moins la consommation de capital fixe. Les principales catégories d'actifs non financiers sont : actifs fixes, stocks, objets de valeur et actifs non produits.

Actifs : Les actifs économiques sont des ressources sur lesquels des droits de propriété sont exercés et qui peuvent procurer à leur propriétaire des avantages économiques futurs.

Actifs extérieurs : Actifs qui appartiennent aux résidents et qui leur permettent d'obtenir des avantages économiques futurs des non-résidents

Actifs extérieurs (autres instituts de dépôts) : Créances des autres institutions de dépôts sur les non-résidents (banques, sociétés et particuliers), principalement sous la forme de dépôts en devises détenus à l'étranger.

Actifs extérieurs (Banque Centrale) : Créances de la banque centrale sur les non-résidents ; y compris l'or détenu par la banque centrale, les DTS, les avoirs en devises, les dépôts en devises détenus à l'étranger, les investissements dans des instruments de dette d'autres pays et la position des réserves du pays au FMI.

Actifs extérieurs nets (AEN) : Somme des actifs extérieurs de la banque centrale et des autres institutions de dépôts, moins leurs passifs extérieurs.

Administration centrale : Tous les ministères, bureaux et autres organismes des administrations publiques qui remplissent les fonctions d'agents d'une autorité centrale d'un pays, y compris les unités de production marchande des administrations publiques et les administrations de sécurité sociale opérant au niveau national. Les opérations de l'administration centrale incluent toutes les activités financées par les comptes budgétaires et extrabudgétaires.

Analyse de la Viabilité de la dette (AVD) : Analyse de la capacité d'un pays à financer les objectifs de sa politique et d'assurer le service de la dette sans procéder à des ajustements excessifs qui pourraient autrement compromettre sa stabilité.

Besoin de financement de l'Etat : montant global nécessaire pour couvrir le déficit budgétaire primaire et les charges d'intérêt et d'amortissement liées à la dette.

Bons du Trésor : titres publics à court terme d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, émis par un Etat membre de l'UEMOA.

Club de Paris : groupe informel de pays créanciers (généralement des pays de l'OCDE), qui se réunissent à Paris pour négocier des accords de restructuration de la dette avec des pays débiteurs connaissant des problèmes de service de la dette.

Créanciers bilatéraux : gouvernements, banques centrales, agences et agences de crédit à l'exportation, qui prêtent à un gouvernement débiteur sur une base intergouvernementale.

Créanciers multilatéraux : institutions internationales qui prêtent des fonds à des termes concessionnels et/ou non-concessionnels, comme le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

Créances sur l'économie (CE) : ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancés ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).

Créances intérieures = Créances sur l'économie + Créances sur l'Administration Centrale (voir CAC).

Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CAC) : créances nettes ou engagements nets du Trésor vis-à-vis du reste de l'économie.

Les créances sur l'Administration Centrale sont constituées par la différence entre les dettes du Trésor et ses créances sur la Banque Centrale, les banques et les particuliers et entreprises.

Par convention, une CAC créditrice est précédée du signe (-) tandis qu'une CAC débitrice est précédée du signe (+).

Décaissement : versement de tout ou partie du montant contracté aux termes d'un prêt.

Déficit budgétaire : différence entre recettes totales et dépenses totales et prêts nets.

Déficit du compte courant : solde déficitaire des transactions courantes de la balance des paiements.

Déficit primaire : différence négative entre recettes et dépenses, hors paiements d'intérêt.

Dettes publiques extérieures : emprunts de l'administration centrale à l'égard des non-résidents.

Dettes publiques intérieures : emprunts de l'administration centrale à l'égard des résidents.

Dettes non-concessionnelles : dettes contractées aux conditions du marché.

Dettes publiques : somme de toutes les dettes de l'administration centrale (extérieure et intérieure).

Élément don : différence entre la valeur nominale (VN) et la valeur actualisée (VA) du service de la dette exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt $((VN-VA)/VN)$.

Emprunt concessionnel : prêts et crédits qui sont assortis d'une période d'amortissement de longue durée et/ou de taux d'intérêt inférieurs au marché, tels qu'ils comportent un élément don d'au moins 35 %.

Euro-bond (ou Euro-obligation) : obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays émetteur (ou du marché) dans laquelle elle est émise.

Inflation : hausse généralisée des prix à la consommation. Il en résulte une perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) : initiative lancée en juin 2005 pour accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Initiative PPTE : cadre adopté par la Banque mondiale et le FMI en 1996 pour régler les problèmes de dette extérieure des pays pauvres très endettés, qui a pour objectif d'apporter un allègement global de la dette suffisant pour parvenir à la viabilité de la dette.

Masse monétaire (MO) : ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Obligations du Trésor : titres publics à moyen ou long terme émis à travers des adjudications ou des appels publics à l'épargne.

Passif conditionnel : dettes contractées par les autres entités publiques à l'exception de l'administration centrale (collectivités locales et secteur para-public).

Pression fiscale : le ratio recettes fiscales rapportées au PIB.

Risque de refinancement : risque lié au renouvellement de la dette arrivée à échéance. Il peut porter sur le coût du refinancement ou l'impossibilité d'obtenir les montants souhaités.

Risque de taux d'intérêt : le risque de taux d'intérêt fait référence à la vulnérabilité du portefeuille de la dette et au coût de la dette du Gouvernement à des taux d'intérêt élevés du marché, au point où la dette à taux fixe et la dette à taux variable qui arrivent à maturation sont réévaluées.

Risques de change : risques liés aux fluctuations des taux de change.

Service de la dette : tout paiement à effectuer au titre du principal, des intérêts et des commissions d'un prêt.

Solde primaire : (voir déficit primaire).

Solde primaire de base : recettes totales hors dons - dépenses courantes + intérêt sur dette publique - dépenses en capital sur ressources propres.

NOTE D'INFORMATION



www.umoa titres.org
Boulevard Mamadou DIA
Direction Nationale BCEAO
BP 4709 Dakar | Sénégal

Tél. : +221 33 849 28 28
info@umoa titres.org